

JOURNAL DE LYON

Bureaux de VENTE : rue Centrale, 34

Bureaux de VENTE : rue Centrale, 34

ÉDITION DU SOIR

ANNONCES ANGLAISES
30 c. la ligne.

ADMINISTRATION ET BUREAUX
A LYON
41, Rue de l'Hôtel-de-Ville, 41

Rédacteur en chef :
A. SCHNÉEGANS
Ancien député du Bas-Rhin.

PRIX DE L'ABONNEMENT :
Ville de Lyon : 9 fr. Six mois : 18 fr. Un an : 36 fr.
Département du Rhône : 10 fr. — 20 fr. — 40 fr.
Autres départements : 12 fr. — 23 fr. — 46 fr.
Pour l'étranger, le port en sus.
Les Abonnements partent du 1^{er} et du 16 de chaque mois.

Gérant :
C. THÉNÉSY
Imprimerie de H. Storck, Lyon.

Le prix de l'abonnement est payable d'avance; on ne servira pas les demandes non accompagnées d'un mandat sur la poste à l'ordre du Gérant. Toute lettre non affranchie ou insuffisamment affranchie sera rigoureusement refusée.

RÉCLAMES ET FAITS DIVERS
1 fr. la ligne.

NOUVELLES DU JOUR

3 juin.

L'incident qui s'est produit vers la fin de la séance de samedi, à l'Assemblée nationale, et qui a motivé le renvoi à la commission de l'article 23 ne nous était qu'imparfaitement indiqué par le compte-rendu analytique. Nous nous empressons d'en compléter l'exposé d'après l'extension du Journal officiel.

A la suite de la présentation du projet de M. de Castellane, et après un nouveau plaidoyer de M. de Chasseloup-Laubat en faveur de l'article 23, M. Gambetta est remonté à la tribune. Le chef de la gauche radicale s'est attaché surtout à démontrer que, loin d'être un hommage rendu aux besoins de la démocratie travailluse, — ainsi que l'a soutenu le rapporteur, l'article 23 doit profiter non pas aux ouvriers, vivant de leur salaire, mais aux fils des chefs d'exploitation.

C'est alors que le président a donné lecture d'un amendement déposé, au cours de la discussion, par M. Jean Brunet, et qui, suivant l'expression de son auteur, fournit un terrain de conciliation.

M. Brunet demandait que la discussion fut renvoyée à aujourd'hui, afin qu'il pût développer son amendement; mais la Chambre, consultée, s'y était refusée, lorsque M. de Lasteyrie est intervenu pour demander lui-même le renvoi de l'amendement Brunet à la commission.

Nous revenons, dans un article spécial, sur les difficultés que soulève la rédaction de la commission, difficultés qui nous semblent heureusement résolues par l'amendement Brunet, dont voici le texte :

En temps de paix seulement, il peut être accordé des sursis d'appel, qui ne seront en réalité qu'une transposition de classe. A la fin du sursis d'appel, l'appelé entrera dans la classe annulée de cette époque et suivra complètement les destinées.

Les diverses protestations que nous avons déjà publiées, contre les avis du conseil d'enquête sur les capitulations, suffisent à établir à quel point l'instruction de ce douloureux procès a été incomplète. Ce malin encore nous reproduisons une lettre du commandant des francs-tireurs de la garde nationale sédentaire de Strasbourg, dont les déclarations confirment les faits déjà relevés par les signataires des protestations antérieures.

Voici, d'autre part, que commence le défilé de celles qui se rapportent aux derniers avis insérés au Journal officiel. La première est du sous-préfet de Péronne, qui repousse avec la plus grande énergie les accusations dirigées par le conseil d'enquête contre les autorités civiles de cette place.

Puisqu'il est question de protestations, nous nous permettons d'ajouter quelques mots — pour un fait personnel, comme on dit à la Chambre.

Nous croirions manquer à tous nos devoirs de confraternité, si nous ne remercions la *Muscarade* de l'article qu'elle a publié dans son dernier numéro, au sujet de la protestation de M. A. Schnéegans contre l'avis du conseil d'enquête. Nous sommes d'autant plus vivement touchés du témoignage que nous donne notre excellent confrère, que, seul de tous les journaux de Lyon il n'a point eu l'air d'ignorer un document et une question, dont la presse et l'opinion publique en France et à l'étranger se sont quelque peu occupées, depuis tantôt huit jours.

Les nouvelles d'Espagne laissent pressentir que le maréchal Serrano se rendra aujourd'hui au congrès pour s'expliquer sur la convention d'Amorovicia.

Déjà le duc de la Torre aurait été entendu par le conseil des ministres, avec lequel il se serait mis complètement d'accord.

S'il faut en croire, au reste, les explications reproduites par les dépêches de Madrid, l'article 4 de cette fameuse convention, qui assure aux officiers de l'armée, engagés dans la révolte carliste, leur maintien dans les grades qu'ils avaient acquis avant le soulèvement, aurait un caractère « purement théorique ». C'est surtout, ainsi que le remarque un de nos confrères, aux déserteurs de l'avenir que profiterait cette disposition, — attendu qu'aucun officier de l'armée n'a, dans la circonstance présente, passé à l'ennemi.

On assure que, malgré les plus vives instances, M. Zorilla persiste à se retirer du congrès. Le général Cordoba deviendrait le chef du parti radical.

Les dépêches de Washington et de New-York que publient les journaux anglais s'accordent à constater aujourd'hui que le traité est en grand péril.

La publication par la presse des Etats-Unis d'une correspondance chiffrée de M. Fish, ministre des affaires étrangères, avec l'envoyé américain à Londres, le général Schenk, rend plus probable encore l'insuccès définitif des négociations engagées sur le traité additionnel. Il résulte, en effet, de cette correspondance que le gouvernement des Etats-Unis a exprimé l'intention de renoncer aux réclamations de dommages indirects qui formaient le fond du différend. Il a bien manifesté l'intention de ne pas les faire valoir, mais jamais il n'a consenti à les retirer du procès ni à les soumettre au jugement des arbitres. Or la réclamation absolue de l'Angleterre était de reconnaître ces demandes en principe, et de maintenir qu'elles n'avaient jamais été compromises dans les cas soumis à l'arbitrage.

Le *Journal des Débats*, auquel nous empruntons ces détails, cite encore, comme tout à fait significatif, ce passage d'une lettre du général Schenk, rendant compte d'une de ses dernières conversations avec lord Granville : « Les derniers mots du ministre, écrivait l'envoyé américain, ont été ceux-ci : « J'évite soigneusement, mais sans pourrir, de ressembler à un coq, je ne puis envisager que très défavorablement les chances d'arrangement. » Je lui répondis que j'en arrivais à être de son avis. » Aujourd'hui même, ainsi que nous le rapportons hier, le congrès des Etats-Unis, s'ajournant jusqu'à l'hiver. Nous ne pouvons donc

tarder d'apprendre quelle sera sa réponse et ce que pourra avoir de fondé l'espoir d'un dénouement amiable si souvent exprimé devant le parlement anglais par M. Gladstone.

L'Assemblée nationale, en renvoyant à la commission l'article 23 de la loi militaire, a été bien inspirée. Cet article, en effet, soulève les questions les plus graves, et, ajoutons-le, les hommes les plus compétents se divisent sur ce point, les uns, comme le général Chanzy et le général Pellissier, demandant l'acceptation de l'article tel quel, d'autres au contraire en demandant la suppression. Le débat qui a été soulevé à ce propos dans la dernière séance a été fort important, fort approfondi; les arguments apportés à la défense des deux opinions ont été également sérieux et l'on ne peut nier que les partisans de cet article aient fait valoir en sa faveur des raisons qui ne manquent pas de fondement. M. Brunet, qui a parfois des inspirations très saines, nous paraît avoir touché juste lorsqu'il a proposé un amendement, dont nous donnons le texte plus haut, amendement qui est destiné à restituer son vrai sens au « sursis » de l'article 23, qui a été renvoyé à la commission et que nous voudrions voir accepter.

Il est certain, en effet, d'une part, que l'article 23, tel qu'il est rédigé, et surtout avec le développement que lui donne l'article 25, ne peut pas être voté. Il est tout aussi certain, d'autre part, qu'il y a quelque chose à faire, comme l'on dit, pour donner à la loi un certain je, nécessaire et indispensable, en ce qui concerne les « sursis ». Il y a là un problème délicat à résoudre. Si nos institutions étaient celles de l'Allemagne ou de la Suisse, la chose deviendrait infiniment plus aisée; elle l'est infiniment moins dans un pays comme le nôtre.

L'article 23, augmenté de l'art. 25, ouvre la porte à des inégalités, qui ne doivent point se glisser dans une loi basée sur l'égalité de tous devant le service militaire. Et pourtant, dans l'application, nous voyons que le service obligatoire universel doit admettre forcément certaines facilités, certains arrangements, sans lesquels il risque de porter préjudice à la prospérité publique et au travail national. Nous disons que l'application le démontre, et, en effet, nous n'avons qu'à regarder ce qui se passe dans le pays où le service universel obligatoire est le plus rigide, en Allemagne; le législateur a dû laisser à la loi un certain je, de telle sorte que tous les Allemands sont soumis à la nécessité de servir, mais que tous ne le sont pas identiquement dans les mêmes conditions.

C'est là ce qu'il s'agit de déterminer en France également et l'on comprend aisément que les esprits les plus distingués se séparent sur ces questions, qui sont d'une extrême délicatesse.

En somme, ici comme en bien des questions, c'est l'application de la loi qui sera la chose principale. On ne pourra même réellement se rendre compte de ce que l'on a voté, que lorsque quelques années de mise en pratique se seront succédées. Comment les conseils municipaux, comment les conseils de révision appliqueront-ils la loi? Quels seront les effets de cette loi? En vérité, il faudra l'avoir vue fonctionner pendant quelques années, avant de pouvoir répondre pertinemment à ces questions.

L'Assemblée a eu le sentiment de la gravité du problème qui lui était soumis, lorsqu'après un débat très-long et très-serré, elle a renvoyé l'amendement de M. Brunet à la commission; nous ajouterons que peut-être ne s'était-elle pas rendu compte au début de toutes les difficultés que cachait l'article 23, tel qu'il avait été rédigé. Elle n'en est que plus louable d'avoir cédé à l'impression qui l'a faite sur elle la discussion. Un supplément d'enquête sur un point aussi difficile et aussi important ne peut qu'avoir de bons résultats.

L'impôt sur les matières premières

Le *Temps* publie la lettre suivante que lui a adressée M. Flotard, député du Rhône :

S'il est une question définitivement jugée et sur laquelle il semble qu'il n'y ait plus à revenir, c'est certainement celle de l'impôt sur les matières premières.

Quatre fois déjà, directement ou indirectement, l'Assemblée nationale s'est prononcée négativement sur ce point; d'abord par la nomination de deux commissions successives du budget qui ont refusé d'adopter l'impôt proposé par le gouvernement, ensuite par le vote du 19 janvier qui a fait annuler la retraite de M. Thiers, enfin par la décision de la commission des tarifs dont les membres, à la majorité de deux contre un, ont déclaré cette forme d'impôt nuisible aux intérêts de l'industrie et impropre pour le Trésor.

Malgré ces échecs successifs et si nettement accentués, le gouvernement persiste à soutenir son système de prédilection, et demande à la Chambre de se déjuger.

Celle-ci, nous ne saurions en douter, ne se laissera pas ébranler et maintiendra à une opinion parfaitement motivée, et à l'appui de laquelle chaque jour apporte de nouveaux arguments.

Parmi ces arguments, l'un des plus concluants est certainement celui qui consiste à établir que

l'industrie et le commerce ont pris un essor immense, un développement inouï à la suite de l'abolition des entraves douanières, partout où a été opérée cette heureuse réforme, et notamment en Angleterre et en France.

Cette démonstration, qui semble irréfutable, n'est pas aussi facile à faire qu'on pourrait le croire au premier abord. Sans doute il est aisé de montrer, au moyen de la statistique, qu'en Angleterre, depuis les réformes de Robert Peel, et en France, depuis les traités de 1860, le mouvement des importations et des exportations s'est considérablement accru; mais cet accroissement est-il dû aux réformes libérales, ou résulte-t-il d'une autre cause? Telle est la question qui reste à faire, et que vient de tenter M. Juglar, membre de la Société d'économie politique de Paris, dans un travail bref et ingénieux, qui jette un jour éclatant et tout nouveau sur un point si souvent controversé (1).

M. Juglar déclare d'abord que l'expérience nous amène à constater que, malgré des ralentissements temporaires, dus à des causes accidentelles, le commerce et l'industrie sont toujours en progrès chez les nations civilisées. Vouloir attribuer ces progrès à une seule cause serait juger la question d'un point de vue trop étroit, ils résultent de causes multiples.

Ainsi, en ce qui concerne la France, attribuer exclusivement au régime libéral inauguré en 1860, l'activité de nos échanges depuis cette époque, ce serait manquer le point de vue; quand on jette un regard plus large, on reconnaît bientôt que les nouveaux moyens de circulation y ont eu aussi une grande part.

Il faut comprendre sous ce titre les chemins de fer, l'or monnayé et en lingots, répandus depuis 1860 sur les principaux marchés, dans des proportions inconnues jusqu'alors, et enfin l'organisation des succursales de la banque de France et les nouvelles institutions de crédit qui, en facilitant l'usage des comptes courants, ont rendu les compensations des engagements commerciaux plus faciles, moins onéreuses, et ont ainsi beaucoup aidé à la circulation des produits.

Tous ces moyens perfectionnés ont eu une grande influence sur ce mouvement d'activité commerciale, qui est vraiment prodigieux. Quelques chiffres suffiront pour en donner une idée.

Pour le coton en laine, par exemple, de 1833 à 1867, l'importation annuelle s'éleva de 41 à 77 millions de kilos.

La guerre de la sécession ralentit à peine ce mouvement, qui reprit son cours avec une intensité inouïable, puisque, en 1868-1869, l'importation est de 122 millions de kilos, avec un accroissement annuel supérieur à la quantité totale qui était importée il y a trente ans.

Pour la laine, l'importation en 1833 était de 12 millions de kil., elle est de 109 millions en 1868-69. Pour le lin, l'importation était nulle au commencement de la période. Elle est de 16 millions dans la dernière année. Pour la soie, les résultats sont plus prodigieux encore : l'importation des cocons était nulle en 1833, elle est de 4 millions 500 mille kil. en 1868-69; les grèges, dont on importait à peine 370 mille kil., atteignent, d'après les derniers tableaux statistiques le chiffre de 3 millions d'importations. Quel accroissement d'activité ces résultats ne font-ils pas pressentir pour la filature, le moutillage et les fabriques de soieries?

Pour toutes les matières premières, autres que les textiles, nous trouvons des résultats analogues à ceux que nous venons de signaler, et nous arrivons à la comparaison des tableaux dressés par M. Juglar, à tirer deux remarques également importantes, à savoir :

1^{re} La progression continue des quantités importées.

2^e La répartition très-irrégulière des accroissements moyens annuels selon les périodes.

Cette irrégularité constatée entre les périodes d'accroissement du mouvement industriel et commercial se manifeste surtout si l'on considère les périodes antérieures aux réformes économiques, et celles qui ont suivi ces réformes. Après l'établissement des traités de commerce, l'importation des matières premières a pris un développement inconnu auparavant, et cela malgré la fermeture pour nos exportations du marché des Etats-Unis par suite de la guerre de la sécession. Il faut donc en conclure que la liberté commerciale a été favorable au mouvement des affaires, du moins quant aux importations.

Reste l'objection si souvent reproduite, que le chiffre de nos exportations ne s'accroît pas proportionnellement à celui des importations, et que par conséquent la balance du commerce tend à s'élever contre nous en faveur de nos adversaires.

Un dernier tableau de M. Juglar répond nettement à cette objection. Ce tableau plus substantiel que séduisant, il résulte des chiffres mis sous nos yeux, que les effets de la réforme commerciale se sont fait ressentir d'une façon tout à fait heureuse et inespérée sur nos exportations. Ainsi, fait presque incroyablement, à dater de 1861, il s'est créé en France un marché pour une matière dont nous ne produisons pas un brin, je veux parler du coton. Nos exportations pour ce textile s'élevaient annuellement aujourd'hui à plus de 24 millions de kil. Quant à la soie, le marché du moude entier tend à se concentrer chez nous en abandonnant en partie Londres et Milan. L'Angleterre a beaucoup perdu sous ce rapport depuis l'établissement de traités que l'on prétend être tout à fait en sa faveur. Pour 1868-69, elle est en déficit sur les grèges de 1,300,000 kilogrammes; nous en gagnons 1,472,000. Pour les cotons mêmes, l'Angleterre perd du terrain; la progression de son importation n'est plus que le double de ce qu'on observe en France, 42 contre 21 millions de kilogrammes. Cette progression était autrefois bien plus considérable.

Remarquons, du reste, qu'en Angleterre comme en France, les grands accroissements industriels et commerciaux ne se sont produits qu'après les réformes économiques dans le sens de la liberté commerciale. Au delà du détroit, ils datent de Robert Peel (1841-1847); chez nous, de la promulgation des traités de commerce (1860).

En présence de chiffres aussi concluants, d'observations aussi positives, est-il possible de conserver encore quelques doutes sur la question délicate que nous occupent? Le gouvernement sera-t-il assez imprudent pour s'obstiner à arrêter un mouvement qui se prononce avec une telle force, pour persister à élever une digue contre le progrès?

E. FLOTARD,
député du Rhône.

COURRIER DE PARIS

Paris, 2 juin.

Je vous assure que la protestation du général Urdoré produit partout un grand effet. On s'accorde à la trouver vraiment touchante, et c'est un argument en faveur de l'apaisement que les bons esprits cherchent à obtenir.

(1) L'impôt sur les matières premières, par Clément Juglar. Extrait du *Journal des Economistes* (avril 1872), Guillaumin et Co.

au sujet des incidents innombrables de la dernière guerre. Remarque que le général, tout en rendant justice à ses subordonnés, dénonce quelques défaillances regrettables. Faudra-t-il donc, comme je vous l'ai déjà dit, descendre, sous prétexte de la justice, aux derniers rangs de la population et de l'armée? Et, d'autre part, pourquoi s'en prendre à quelques hommes seulement, quand il y en a tant d'autres, surtout parmi les personnages de l'empire, qui portent le fardeau d'une responsabilité autrement lourde!

A propos de l'Alsace, l'histoire des vitraux continue à intéresser vivement le public. Un de nos amis, que vous connaissez et dont les affirmations ne sont pas celles du premier venu, revient de Strasbourg et me raconte ceci. Il passait dans la rue, quand, devant la boutique d'un libraire, il est attiré par un rassemblement de deux ou trois cents personnes. Il entre. Il demande de quoi il s'agit. On lui montre la fenêtre, et, sans savoir de quoi il était question, il voit très-distinctement sur une des vitres l'apparence d'une grille, apparence très-nette, mais d'un caractère semblable à celui des spectres qui ont été à la mode, pendant ces dernières années, dans les spectacles de physique. Toutes les personnes présentes avaient la même perception.

Qu'est-ce que cela? Je ne me charge pas de vous l'expliquer. Vous savez qu'ailleurs on voit des figures, et je me demande s'il n'y a pas dans la nature des agents inconnus dont la présence sur certains points peut produire des hallucinations d'un genre épidémique. Quoi qu'il en soit, les Allemands en sont, dit-on, assez ennuyés; car il est superflu de dire que la population rattache ces phénomènes à des idées de délivrance. Dans le cas que je vous rapporte, le commissaire prussien entra chez le libraire, et en ressortit après avoir causé un moment. Mais, une heure après, on avait placé un volet sur la fenêtre incriminée.

Chez les pauvres Messins, il n'y a pas de visions; mais on s'obstine à croire que l'annexion ne peut durer. Mais qu'espérez-vous, leur dit-on. Nous ne savons pas. Mais la Prusse ne peut rester ici. N'est-ce pas navrant?

Je dois cependant vous mentionner un fait grave dont la nouvelle nous est apportée par les journaux algériens, entre autres par le *Zéramma* de Philippeville. Cent quinze zouaves alsaciens, en dépôt dans cette ville, viennent d'opter pour la nationalité allemande. On attribue cela aux mécontentements des populations et de l'armée d'Algérie. Je crois qu'il faut aussi faire entrer en ligne de compte l'avantage d'être libérés du service. La chose n'est pas, d'ailleurs, pas plus belle.

Duël à l'épée hier entre MM. Paul de Cassagnac et Lockroy. Celui-ci, qui a un instant passé pour mort dans les couloirs de l'Assemblée, n'a, en réalité, reçu qu'une légère blessure, et je sais, du reste, par un ami de son adversaire, que celui-ci avait annoncé la veille qu'il ferait son possible pour que le résultat de l'affaire n'ait rien de fâcheux. Cela n'a pas empêché les deux champions de se tourner le dos comme un seul homme après le combat. Lockroy est un homme d'une complexion très-délicate, qui a même, disent ceux qui le connaissent, une certaine peine à demeurer quelque temps debout.

Toutes les nouvelles qu'on répand sur la libération du territoire ne sont que pour amuser le tapis.

Je puis toutefois vous dire qu'à la présidence on parle de l'emprunt pour la fin de l'année et de l'évacuation pour le commencement de l'année prochaine. Alors auraient lieu les élections qui, sous cette impression, ne pourraient être que favorables à « l'illustre vieillard ». La Chambre renouvellerait ses pouvoirs et son rêve serait satisfait.

Aussi avec quel soin il note des maintenant les hommes en état de lui disputer la place, et avec quelle prestesse il saisit l'occasion de leur donner le coup de jambe! L'autre jour, après le discours du duc d'Aumale, il n'a pas pu s'en retenir. « Bonne discussion, très-bonne séance, a-t-il dit; puis, après une pause, se penchant à l'oreille de son voisin : « C'est égal, jamais il n'aura de majorité dans la Chambre. » Mais c'est sa petite voix qu'il faudrait vous figurer.

Les divertissements en plein air continuent à perdre beaucoup par suite de la déplorable saison dont nous jouissons. L'autre jour, au concert Musard, il n'y avait que fort peu de monde, et il était visible que la direction avait fait des économies sur l'orchestre.

A propos d'appointements lyriques, savez-vous à quel taux chante M^{lle} Nilsson, dont le futur mariage commence à faire un certain bruit? Elle recoit à Londres, de M. Mapleson, l'imprésario de Drury-Lane, 200 liv. par soirée, autrement dit 5,000 fr. De même à Saint-Petersbourg; 50,000 fr. par mois pour un maximum de 10 représentations, sans compter le bénéfice de la saison qui ne va pas sans quelques diamants.

Bonnez-vous après cela que notre Opéra ne puisse se recruter de témoins et de chanteuses!

Je termine cette correspondance au retour de l'église Sainte-Clotilde, où, en l'honneur de la Fête-Dieu, tout le noble faubourg s'était donné rendez-vous. Je ne suis arrivé qu'au salut qui a été donné au milieu de lumières, de nuages d'encens et de chants comme je doute que votre ville de Lyon, où les pompes de ce genre ne manquent pas, en ait de pareilles.

J'ai croisé au retour quelqu'un qui venait de voir M. de Rémusat et qui en a recueilli les meilleures assurances touchant la situation de la France à l'étranger.

Félix Pvat vient d'écrire au *Times* une lettre pour démentir l'existence de la décoration communale présentée l'autre jour à la Chambre par le général Trochu.

La libération du Territoire.

Les journaux allemands s'occupent de l'état des négociations relatives à la libération de notre territoire, et ce n'est pas la plus pure générosité, tant s'en faut, qui inspire leurs articles. Leur ton est celui du vainqueur déterminé à tirer du traité qu'il a imposé le

parti le plus large possible au profit de ses intérêts.

Ils disent du reste tous à peu près la même chose, comme s'ils obéissaient à un mot d'ordre.

Voici, à ce sujet, les renseignements que fournit à la *National-Zeitung*, à la date du 28 mai, son correspondant de Paris :

Il est certain que M. Thiers a fait dimanche dernier, à l'ambassadeur d'Allemagne, des propositions précises en ce qui touche le mode de paiement des trois milliards. Le comte d'Arnim ne s'est pas prononcé nettement au sujet de ces propositions, qui seront soumises aujourd'hui au chancelier.

Ces jours derniers, les feuilles officielles ont fait grand bruit de la prétention qu'aurait émise l'Allemagne de continuer à occuper Belfort jusqu'au paiement total de l'indemnité, après lequel elle aurait évacué les départements qu'elle occupe encore.

La *Neue Freie Presse* a donné aussi cette nouvelle, en ajoutant que la neutralisation des départements évacués serait exigée jusqu'à l'époque ci-dessus. Ces journaux disent aujourd'hui qu'il n'y a rien de vrai dans cette nouvelle; ils n'ont pas plus raison maintenant qu'auparavant.

Le gouvernement allemand n'a pas encore eu l'occasion, c'est vrai, de formuler la demande ci-dessus d'une manière officielle; mais il y a quinze jours environ que M. de Gontaut-Biron a fait savoir à M. de Rémusat qu'il avait des motifs de penser que M. de Bismarck ferait de l'occupation de Belfort la condition absolue d'une évacuation anticipée.

Les Français, — je n'entends pas parler de leur gouvernement, — ont toujours la folie de croire que l'Allemagne est impatiente d'envahir les 3 milliards, que nous avons un vil désir de faire rentrer nos soldats chez eux et que cette mesure est d'un grand intérêt pour nous.

La presse allemande ne saurait assez insister pour rétablir la vérité et dire que nous ne redoutons de la France que la stricte exécution du traité.

Il ne serait pas inutile non plus de faire remarquer aux Français que le paiement des 3 milliards, d'après le traité, doit être effectué « entièrement » le 4 mars 1871.

Ce paiement exigeant beaucoup de temps, il est clair que de forts à-coups doivent être versés d'ici à quelques mois si le gouvernement français ne veut pas s'exposer à de fâcheux soupçons.

La paix de Francfort stipule l'occupation de six départements jusqu'au paiement total du reste de l'indemnité; il n'y aurait donc pas lieu pour l'Allemagne d'évacuer un seul village alors qu'elle aurait encore un million et même moins à recevoir.

Le gouvernement allemand ferait donc une grande concession s'il se déclarait disposé à commencer l'évacuation aussitôt qu'il lui serait remis des à-comptes sur les sommes qui lui sont dues.

Quoi qu'il en soit, M. Thiers paraît ne douter presque plus, depuis ses derniers entretiens avec M. d'Arnim, de la réussite des négociations qu'il a entamées, et hier soir encore il s'est exprimé dans ce sens en présence de plusieurs députés, et a répété que la France devait être délivrée de l'occupation le 1^{er} janvier 1873.

On écrit de Paris à l'*Indépendance belge* à la date du 31 mai :

Les négociations pour l'évacuation du territoire douanier lient de si près les intérêts contradictoires, qu'il est bien difficile de soupçonner même la vérité. Ce qui me paraît le plus vraisemblable, c'est qu'il y aurait un temps d'arrêt. Je n'ajoute pas autrement foi à un bruit qui me paraît répandu par les ennemis de la république, et d'après lequel il y aurait une sorte d'entente des puissances pour faire comprendre à la France que l'Europe n'a aucune confiance très-limitée dans les institutions actuelles.

D'autre part, on considère comme un peu hasardeuses, les versions opposées, mai qui circulent pourtant, sur une solution favorable et tout à fait inattendue de ces mêmes difficultés, solution qui se produirait plus tôt qu'on ne pense. Je crois que pour le moment, non-seulement rien n'est fait, mais rien n'est sérieusement en train; en définitive, rien qui puisse s'appeler une nouvelle. Tout se réduit aux hypothèses.

M. Thiers avait, dit-on, sur plusieurs points, fait retarder les travaux de fortifications sur nos frontières, qui sont vus d'un assez mauvais œil par l'Allemagne, et dont l'édification trop hâtive pourrait devenir une complication dans les négociations.

On dit que l'affaire des consulats français dans les villes importantes de l'Alsace-Lorraine se renoue, et on parle vaguement d'une situation qui serait faite à M. de Saint-Vallier; mais les détails manquent encore.

TABLETTES VERSAILLAISES

Donnons ou redonnons si c'est déjà chose faite, le texte de l'article 23 :

En temps de paix, il peut être accordé des sursis d'appel aux jeunes gens qui, avant le tirage au sort, en auront fait la demande au conseil municipal de la commune où ils sont domiciliés.

A cet effet, ils doivent établir que, soit pour leur apprentissage, soit pour les besoins de l'exploitation agricole, industrielle et commerciale à laquelle ils se livrent pour leur compte ou celui de leurs parents, il est indispensable qu'ils ne soient pas enlevés immédiatement à leurs travaux.

Voilà, dans sa nudité, l'article 23 qui montre, comme vous le voyez, le bout de l'oreille, un gros bout.

Un article qui vient un peu plus bas, l'article 27, montre, dans son dernier paragraphe, l'oreille tout entière. Le dernier paragraphe dispose, en effet, que même, en cas de guerre, le sursis d'appel peut être continué :

L'autorité militaire peut exceptionnellement les maintenir (les jeunes dispensés temporairement par le bénéfice de l'article 23) dans la situation où ils avaient été laissés par décision antérieure.

L'article 23, c'était déjà bien joli; mais l'article 27, c'était complet!

C'était trop complet! à ce point que la commission elle-même a dû l'abandonner.

Toutes les fois que vous verrez une commission avec une majorité confier à M. Bethmont le soin de plaider sa cause ou celle de son œuvre, il y a gros à parier que la défense est difficile, délicate et de nature à froisser quelque sentiment ombrageux. Alors on lance en avant M. Bethmont, il est si honnête, si conciliant, si doux. On est sûr qu'il amortira le choc.

M. Gambetta a été beau aujourd'hui. Il s'est

fait écouter et presque applaudir par la droite : les mains ne battaient pas du côté droit, il est vrai, il y a même eu à la fin, dans le second discours, quelques interruptions, et, dans un tout petit coin, des ébauches de murmures. Mais ces tentatives vaines n'ont abouti qu'à faire ressortir davantage le succès de l'orateur.

Nulle violence de langage aujourd'hui. Un grand charme au contraire de parole et d'élégance. La voix forte et harmonieusement modulée (malgré quelques éraillures et quelques notes rauques) venait à vous avec cette « douce et impérieuse plénitude » à laquelle on ne résiste point. L'expression tonnelle on ne résiste point. L'expression tonnelle on ne résiste point. L'expression tonnelle on ne résiste point.

Le chef de la gauche n'est point partisan de l'obligation aveugle, implacable, sans discernement et sans entrailles. Il y a des ménagements qui lui paraissent légitimes ou nécessaires, soit qu'ils soient imposés, comme mesure d'équité et en quelque sorte d'humanité par la situation des familles, soit comme mesures transitoires accommodées au tempérament de la France. Il a voté l'article 22, qui établit 4 p. 100 de dispenses en faveur des soutiens de famille. Il avait précédemment voté l'article 17, « si complet, dit-il, si excessif, peut-être 17... Il trouve que c'est assez, sinon trop, et qu'il faut s'arrêter, sous peine de réduire à rien la loi.

Le sursis, qu'on prétend établir par l'art. 23, équivalant, à ses yeux, à une véritable exemption : « J'irai plus loin, ajoute-t-il, il équivaut au remplacement sans argent, au remplacement par la faveur ».

Et quelle difficulté pour faire le triage et le choix dans les demandes (qui seront au minimum

M. de Castellane qui propose à la commission (tous conciliants, ces jeunes secrétaires) de jeter en core un peu de lest, M. de Chasseloup-Laubat, qui refuse de se prêter à cette manœuvre et tient bon (il est de son rôle de rapporteur); enfin, de nouveau, M. Gambetta.

Un commencement d'opposition se manifeste, le charme est rompu, paraît-il, car on crie : *Parlez ! Le combat dure quelque temps ; mais M. Gambetta est déjà parti, et, dès les premières paroles, il a repris son auditoire et ressaisi son empire. Il y paraît bien, quand pour donner satisfaction aux interrupteurs qui continuent de crier *La clôture, la clôture*, le président met la clôture aux voix. Elle est repoussée à une immense majorité.*

Dans son second discours, M. Gambetta est plus énergique, plus militant. Il a répondu à tout, avec des mots, avec des faits. On a parlé, dit-il, de la protection à accorder à l'apprentissage dans l'industrie, surtout de l'art industriel ; il n'y a pas d'apprentis de vingt ans.

L'orateur, faisant allusion à une phrase de M. de Chasseloup-Laubat, où celui-ci lui rappelait qu'il appartenait à la démocratie par ses origines, par des attaches qu'on a le droit de croire durables, des interruptions se font entendre à droite.

« Messieurs, répond le député de la gauche en désignant la droite, ce n'est point de ce côté qu'on devrait s'attendre à être interrompu, quand on parle de persévérance et de fidélité à ses convictions. Un vrai tournois.

Qui le croirait ? C'est M. Brunet, l'homme aux surprises, il est vrai, qui a tiré de sa poche la commission et l'Assemblée, qui ne savait plus où donner de la tête à la fin de la séance. Il a composé pour le cas que M. Gambetta appellerait un amendement sauveur. Cet amendement propose que les sursis d'appel ne soient qu'une transposition de classe : l'appel sera considéré comme faisant partie de la classe de l'année où prendra fin son sursis, et il suivra les destinées de cette classe jusqu'au bout.

La commission s'est jetée avec empressement sur cet amendement sauveur, et elle a demandé qu'il lui fût renvoyé pour qu'il fut discuté lundi. Voyez donc, ce Brunet ! Il a toujours en réserve quelque chose de secourable. Nous ne médions plus de vous désoler, Providence des commissions et des majorités, Brunet de Bon-Secours !

H. A.

Voici la lettre de M. Liés-Bodard, inspecteur d'académie à Bordeaux, ancien commandant des francs-tireurs de Strasbourg, dont nous avons parlé hier. Elle est complétée avec tous les renseignements publiés jusqu'à ce jour.

Bordeaux, le 31 mai 1872.

Mon cher monsieur Schneegans,

J'ai lu votre lettre relative à nos malheureux compatriotes ; elle m'a profondément ému.

Je dois aux braves habitants de Strasbourg, de cette noble cité que j'ai tant aimée et que je pleurerai jusqu'à mon dernier souffle, d'ajouter aux faits que l'honorable colonel Saglio et vous avez déjà fait connaître, ceux qui sont à ma connaissance et dont vous n'avez pas parlé.

La compagnie des francs-tireurs ne comptait, comme vous le dites, à l'origine, que 104 hommes ; mais ce que vous ne mentionnez pas, c'est que le 12 septembre, avec mon brave lieutenant Page, j'avisais formé une seconde compagnie, qui passa dans les rangs de l'armée régulière, où je m'engageai moi-même avec tous les hommes de cette compagnie.

Nous conservions, dans le 4^e bataillon de la garde mobile, le privilège de défendre les ouvrages du brave armée Excelsior, conjointement avec ses admirables marins ; je dois à la vérité de dire que le digne général Ulrich s'était empressé d'équiper cette compagnie et de l'armer de chassepots, comme il avait fait de la première.

Le 25 septembre, j'avais formé une troisième compagnie, qui s'engagea le 26 dans l'armée régulière, celle-là n'eut pas l'honneur d'aller aux avant-postes essayer le feu de l'ennemi.

Enfin, un autre détail qui n'est pas plus indifférent que les deux précédents, c'est que après la formation de cette 3^e compagnie, j'avais encore plus de six cents demandes de Strasbourg de tout âge et de tout rang, sollicitant avec instance la faveur d'entrer aux francs-tireurs, et par suite, chose non passable dans le corps de M. Geissen, son honorable collègue des compagnies franches.

Ce n'est pas tout. Après la reddition de la ville, la plupart de nos Strasbourgeois, comme M. Saglio et vous le rappelez, sont allés sur d'autres champs de bataille combattre pour notre mère-patrie.

Tous ces faits sont-ils un signe de défaillance ? Non ! cent fois non ! ils sont la preuve d'une énergie virile et je déclare sur l'honneur que tous étaient de nobles enfants de la France !

Si nous obtenons une contre-enquête, je me mets à la disposition de qui le croit, pour aller déposer sur les faits que j'ai connus durant le siège.

Tout à vous de cœur,

LIÉS-BODARD.

Inspecteur d'Académie à Bordeaux, ancien professeur de chimie à la Faculté des sciences de Strasbourg, commandant de francs-tireurs au siège de cette ville.

Nous extrayons ce qui suit d'une lettre que nous recevons de Strasbourg :

« Le conseil d'enquête a été bien malade, dit, mais je ne puis pas trop lui en vouloir, car il nous a fourni un bien belle occasion d'affirmer publiquement et au nez de nos ennemis, notre profonde sympathie, ce dis-je ? notre inaltérable amour pour la France. »

Nous ajouterons que c'est là le sentiment que respirent, sans une seule exception, toutes les lettres — et elles sont fort nombreuses — que nous recevons de Strasbourg et des autres villes d'Alsace. Qu'on ne l'oublie pas en France !

LA DÉFENSE DU GÉNÉRAL ULRICH.

Erratum. — Quelques mots ont été omis, hier, par le compositeur, dans la *Défense du général Ulrich* publiée dans l'*Événement*.

Un septième alinéa du premier paragraphe, à la suite de ce passage : « le reste de la garnison, artilleurs, fantassins, etc. », devaient être ajoutés ces mots : « garde mobile et marins ».

NOUVELLES ET BRUITS

Les effets de la nouvelle loi militaire se font déjà sentir.

M. le ministre de la guerre vient d'écrire aux préfets pour inviter les maires à ne pas inscrire sur les tableaux de recensement de la classe de 1871 les jeunes gens domiciliés dans leur commune, qui auraient été inscrits sur les listes du contingent des départements.

Le ministre recommande, en outre, de faire annuler les inscriptions qui auraient été effectuées contrairement aux présentes prescriptions.

La *Presse* prétend que les ambassadeurs des puissances européennes, qui suivent avec une grande attention les débats de la loi militaire, transmettent chaque soir à leurs gouvernements respectifs un résumé de leurs impressions.

D'après le *Matin*, le maréchal Bazaine a déjà subi sept interrogatoires, et le général de Rivière a examiné le dossier qui comprend 2,400 pièces.

Le conseil d'enquête sur les capitulations, après avoir déposé son dernier rapport relatif à la reddition du fort de Vincennes, s'est définitivement séparé.

Les travaux de la commission n'auront pas duré moins de six mois.

M. le maréchal Baraguay-d'Hilliers, président de la commission, a pris officiellement congé de M. le ministre de la guerre et du président de la République.

Le maréchal a quitté Paris jeudi dernier pour se rendre dans sa terre du département de la Creuse.

M. Jules Favre a été entendu par la commission du 4 septembre.

Sa déposition, qui a duré, dit-on, plus de deux heures, a porté surtout sur les circonstances qui ont entouré la conclusion de l'armistice du 28 janvier.

M. Thiers a eu une longue entrevue avec M. le comte d'Armin. On s'est entretenu du voyage du prince Humbert à Berlin. M. Nigra a fait savoir à M. le président de la République que tous les bruits qui circulent au sujet des intentions italo-prussiennes sont dénués de fondement.

Il est question de conférences supplémentaires entre les plénipotentiaires allemands et français à l'effet de modifier les clauses du traité de Francfort relatives à l'option de nationalité, clauses qui soulevaient de continuel conflits.

Le sort des mineurs, des émancipés et de ceux qui ne sont pas nés dans les départements annexés reste incertain, et la condition absolue du transfert de domicile poussée aux dernières limites rend l'option impossible pour la plus grande partie de nos malheureux compatriotes.

Le bruit court que le comte de Saint-Vallier, chargé d'affaires de France à Nancy, aurait reçu directement de M. Thiers la promesse d'être nommé ministre de France à Metz, qui deviendrait le centre de toute la diplomatie française.

Ce poste serait installé pour une dizaine d'années et relèverait directement du ministre des affaires étrangères. Deux conseillers de légation et deux fonctionnaires pris au ministère de l'intérieur seraient adjoints au ministre.

Le journal auquel nous empruntons cette nouvelle a publié sous les plus expresses réserves.

Si le gouvernement a déclaré ne vouloir en rien patronner officiellement les efforts faits pour la libération du territoire, toutefois il en reconnaît le mérite.

Une lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire donne en termes très-courtois, à des dames de Jonzac, un reçu d'une somme de 13,000 fr. qu'elles ont recueillie, et les engage à mettre en loterie les bijoux qu'elles offraient en même temps.

Il y a eu grand dîner hier soir à l'hôtel de la présidence.

Parmi les convives figuraient le roi de Portugal et l'ambassadeur de ce pays.

Un journal annonce qu'un groupe de députés a décidé d'adresser une interpellation au gouvernement sur l'ajournement du départ de Rochefort pour la Calédonie, et de demander dans quel but on favorise les démarches qui sont faites en faveur de ce condamné.

Une rencontre a eu lieu, il a deux jours, vers 6 heures du soir, aux environs de Vincennes, entre M. Paul de Cassagnac et M. Ed. Lockroy. Celui-ci ayant publié dans le *Peuple souverain* un article attaquant Napoléon III, M. Paul de Cassagnac répondit à cet article d'un fait que M. Lockroy trouva offensant, de là le duel. Après six reprises, M. Ed. Lockroy a reçu à la main droite une blessure qui a nécessité la fin du combat. MM. François-Victor Hugo, Alain Tarbat, assistant M. Lockroy ; M. Antoine Blanc et d'Hérissier étaient les seconds de M. Paul de Cassagnac.

L'affaire de l'envolement des canons de Vincennes vient, mercredi prochain, devant le conseil de guerre. Il y a 22 accusés.

On assure que le maréchal Vaillant est, en ce moment, très-dangereusement malade.

L'état d'avancement des opérations du recensement, dont le résultat est chaque jour dépouillé à la préfecture de la Seine, permet déjà à la Commission d'apprécier l'influence que le siège et le présent ont exercés sur le mouvement de la population parisienne.

On évalue à 400,000 la diminution, depuis six ans, de la population normale de Paris. Le nombre des appartements vacants dépasse 40,000.

Le chiffre des loyers a baissé dans une proportion qui, en général, varie du huitième au quart et qui s'élève jusqu'au tiers pour les grands appartements au-dessus de 4,000 fr. La dépréciation qu'a subie, depuis deux ans, la propriété immobilière à Paris, est estimée, d'après ces données, au cinquième de sa valeur.

Les nouvelles qui parviennent des pays inondés sont rassurantes. Il y a une baisse générale des eaux.

M. de Rémusat vient d'appuyer une demande formée par des métallurgistes français et transmise au gouvernement italien ainsi qu'à la compagnie concessionnaire de mines de l'île d'Elbe, dans le but d'obtenir un marché annuel qui leur assurerait le minerai nécessaire à leur industrie. Notre ministre des affaires étrangères a chargé M. Fournier, ministre de France à Rome, de recommander la pétition de ces métallurgistes à l'attention du gouvernement italien.

Le conseil d'arrondissement d'Abbeville et ensuite le conseil général avaient demandé que les clefs brutes en fer et les clefs en fonte moulées, d'importation anglaise, soient assimilées aux produits manufacturés et acquittent un droit d'au moins 30 centimes par kilogramme.

Le ministre de l'Agriculture a répondu

qu'il prendrait en très-sérieuse considération le vœu du conseil général de la Somme, lorsqu'on s'occuperait du remaniement du tarif général des douanes.

Les bruits les plus alarmants circulent sur la santé du prince d'Orange, héritier présomptif de la couronne de Hollande. Ce prince n'a que trente ans, et l'affection dont il est de nouveau atteint ne laisserait que fort peu d'espoir de guérison.

C'est la compagnie des chemins de fer ottomans qui s'est rendue adjudicataire, pour le compte du sultan, des ajacions ayant appartenu à l'ex-empereur.

Le sultan va donc voyager dans les voitures qui ont conduit Napoléon III ou l'on sait. Il n'est donc pas superstitieux le grand turc ?

On écrit de Naples à l'*Avenir national* :

« Le cratère du Vésuve est redevenu formidable, bien que le grand nombre des fumées rende la respiration pénible pour les explorateurs. »

« Le professeur Palmieri a fait avant-hier une nouvelle ascension sur le cône avec une cinquantaine d'élèves. Il a pu observer qu'il présente à l'intérieur un gouffre de près de 200 mètres de profondeur. Au fond de la cavité on aperçoit un trou assez profond. »

« La difficulté de pénétrer dans le cratère par suite du peu de solidité des bords a seule empêché le professeur de s'y faire descendre au moyen de cordes. »

« La descente a dû être remise à douze jours. Je vous enverrai sans retard les observations de Palmieri, que l'on attend avec quelque curiosité. »

On écrit de Belfast au *Daily News* en date du 31 :

« La fermeture des ateliers vient de commencer à Belfast. Dans la soirée d'hier, deux fabriques ont été fermées et les ouvriers ont été payés et renvoyés. 3,000 ouvriers se trouvent sans travail. »

Les sociétés de propagande religieuse sont, en Angleterre, extrêmement multipliées. Trente-deux d'entre elles viennent de tenir leur séance annuelle et de publier le compte-rendu de leurs opérations. Les souscriptions et legs dont elles disposent forment un total de 996,000 livres, soit près de 25,000,000 de francs. Ce chiffre est même certainement dépassé, si l'on y ajoute la somme réunie par les sociétés non conformistes. Tel est le budget annuel que l'Angleterre s'impose dans un but religieux.

Le comité de secours, à Londres, a reçu la dépêche suivante, adressée d'Ispahan, capitale de la Perse, par M. Bruce :

« La famine est plus terrible que jamais. De plus mauvais jours se préparent encore. On ne peut obtenir du pain. Le prix nominal en est de 4 1/2 (45 cent.) par livre de trois pains. Trahesci, Maner, Julpa et Ispahan sont dans la confusion et la désolation. »

Il paraît que c'est le Japon qui a acheté la plus grande partie des équipements militaires fabriqués pendant le siège pour la garde nationale ; des épaulettes des fédérés, ils vont passer sur celles des gardes du taïoun.

Il faut avouer que les Orientaux auraient mieux à faire qu'à nous emprunter nos modes ; de plus, comme le fait observer fort sagement M. Drumont dans le *Bien public*, ceci expose les voyageurs européens à de singulières hallucinations. Il est clair, en effet, qu'un touriste, en excursion dans le Japon, qui rencontrerait des gens en tunique et en képi en train de fusiller des missionnaires, se croirait en pleine rue Haxo, et chercherait immédiatement l'omnibus de Vaugirard pour s'en aller.

A quel point les choses peuvent différer, sous un aspect identique ! Dans ce cas, c'est le parti conservateur qui s'opposerait contre les perturbateurs étrangers.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 1^{er} juin 1872.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

A deux heures 3/4 la séance est ouverte. Le procès-verbal est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée.

La parole est à M. Bethmont sur l'article 23.

M. Bethmont. — Le service obligatoire est accepté par tous, mais on a compris en même temps que ce serait avec des réserves, sans lesquelles elle serait d'une application impossible. Déjà l'article 17 a admis certaines dépenses, et nous espérons que, dans une séance prochaine, l'article qui donne certaines exemptions pour l'instruction publique et les cultes sera également adopté. Toutes ces dépenses sont nécessaires pour que le service obligatoire ne soit pas à la fin cruel et inutile. Dans l'article 22, vous avez voulu accorder à la famille ses soutiens nécessaires. En votant sans discussion cet article, ainsi que l'article 17, je ne pouvais m'attendre à ce qu'il y eût des objections sur l'article 23 qui renferme les nécessités agricoles, industrielles et commerciales.

Vous avez déjà admis dans l'article 22 une dépense pour l'indigence dans la proportion de 4/10 et vous avez admis que le conseil municipal en serait juge. Eh bien ! pour les sursis d'appel, nous avons suivi le même système. On ne doit pas nous faire un grand nombre d'années sans prises de l'armée et de l'armée, et cependant il ne faut pas égarer le pays. Il ne faut pas non plus méconnaître les nécessités du travail, plus que dans l'article 19 et dans l'article 17, vous ne méconnaîtrez la nécessité de l'intelligence et de l'âme. Les exemptions ne sont pas d'ailleurs absolues ; ce sont de simples sursis qui disparaissent entièrement en cas de guerre.

La loi de 1832 ne parlait pas des sursis d'appel parce qu'il y avait alors un remplacement et il y avait à toujours devant l'ennemi le service personnel.

Avec l'article 23, tel qu'il est rédigé, les législateurs soucieux de l'avenir du pays ont dû plus à craindre les défaillances dont notre pays est rendu coupable pendant trois années. Les établissements qui ont commencé pour être sauvegardés pendant la paix, mais aucun citoyen ne sera dispensé pendant la guerre, et ce sera une raison pour que le pays ne s'abandonne pas lui-même, ne fasse la guerre qu'en cas d'absolue nécessité.

M. Bethmont fait remarquer que la loi prussienne elle-même donne des sursis de ce genre, dans ses 23 et 44 pour certains fermiers et certains établissements industriels qui ont les dépenses admissibles par l'article 23 de la commission de la loi.

Ce qui a soulevé les susceptibilités, c'est la crainte des faveurs qu'appliqueraient les conseils municipaux.

Il y a des difficultés véritables, mais l'article 23 ne désigne pas les conseils municipaux et l'on peut demander une autre autorité pour l'admission des sursis.

Le conseil de révision est le seul juge du cas. C'est le conseil municipal qui donne l'avis, mais il ne statue pas ; c'est le conseil de révision qui statue au chef-lieu de département où il ne sera plus assésé par toutes les sollicitations locales.

Le service obligatoire ne sera nullement compromis, la nation y reste soumise en même temps qu'elle élève, en même temps qu'elle travaille ; et pour faire disparaître toute crainte, la commission demande la suppression du 2^e alinéa de l'article 27. Nous sommes dans un pays essentiellement démocratique.

N'est-il pas utile de sauvegarder l'avoir de ceux qui ont commencé à travailler, et de leur laisser quelque chose ? On parle de sentiments d'égalité ! Et c'est égalité entre un homme qui a perdu sa femme et celui qui n'en a pas ? Et c'est égalité entre un homme et une femme ? Et c'est égalité entre un homme et un autre qui n'est plus dans les mêmes conditions ? (Bruit divers.)

M. Bethmont continue à soutenir que si la loi n'accorde pas les sursis demandés, elle n'est pas une loi humaine. Il s'agit de sauvegarder l'indépendance sociale et l'Assemblée n'oubliera pas que s'il y a 6,000 jeunes gens qui peuvent obtenir des sursis, ce ne sera que pour un an, deux ans au plus, dans des conditions exceptionnelles. L'Assemblée votera donc l'article 23, en réservant la discussion sur les articles 24 et 25.

M. Gambetta a la parole. — M. Bethmont a soutenu l'article 23 d'un côté, parce qu'il fallait des ménagements envers l'ancien système et le nouveau, de l'autre parce que l'exemple de l'Allemagne doit nous servir de guide à cet égard. Enfin, il a fait valoir des considérations générales, mais si l'on vote l'article 23, ce sera la ruine du projet de loi lui-même.

Que vote-t-on ? Pourquoi ?

M. Gambetta répond qu'il n'est pas un argument relatif aux 4/10 de l'article 23, qui ne puisse être appliqué successivement à tous les cas et au contingent tout entier. Les raisons seraient tout aussi victorieuses. Sans doute, il faut de la conciliation entre l'ancienne loi et la nouvelle, mais il ne faut pas que le principe adopté pousse dans les détails de l'application.

L'article 23, par M. Gambetta, ne ferait qu'ouvrir la porte du triomphe à l'arbitraire et à la faveur.

On parle de l'empêcher en faisant décider les sursis au chef-lieu du département.

Il y aura toujours des avis que l'on demande aux conseils municipaux pour les sursis, qui ne sont au fond que des exemptions ! (Mouvement.)

Le caractère politique n'y sera pas étrangère. (Déclaration à droite.) On le sera certain. On circonviendra les officiers municipaux d'influences, de sollicitations, de calomnies, de manœuvres, on donnera libre carrière aux plus mauvaises passions politiques ! Voyez-vous à quels outrages seront soumis les officiers municipaux, à quelles récriminations.

Que de compétitions, que de discordes. Vous y réfléchirez, messieurs, ajoute M. Gambetta, avant de vous faire à vous-mêmes un pareil cadeau.

Il n'y a pas deux manières d'être orphelins ; il n'y a pas la loi à l'arbitraire, à la faveur. Qu'on soit pauvre, qu'on soit plus favorisé de la fortune, on a droit également de rester auprès de son père, auprès de sa mère.

Il n'y a pas deux manières d'être veuf, d'être veuve ? (Rires d'approbation.) La loi n'y a pas non plus à l'arbitraire.

Mais, devant l'article 23, que de sollicitations ; combien la porte est ouverte à l'arbitraire. Il y aura au moins 25/10 de demandes. Quelles sources de réclamations. On sait ce qui se passe à la campagne. A la campagne, on se surveille, on se jalouse. Quelles jalousies ne va-t-on pas à l'arbitraire ! Comment la porte ne serait-elle pas ouverte à l'arbitraire ?

Voilà ce qui touche au principe. Quant à l'exemple de l'Allemagne, M. Bethmont n'a point parlé de la raison qui accorde certains sursis. C'est que la terre est constituée encore en Prusse d'une manière aristocratique.

Ensuite l'Allemagne a l'instinct, l'habitude de la soumission à l'autorité hiérarchique. La France est une démocratie et les démocrates sont ombrageux, et elles resteront ainsi tant que les opinions et les sentiments seront incomplets et n'auront pas pour les éclairer l'instruction obligatoire. Si la démocratie est ombrageuse, on ne doit donc pas en faire le reproche à ceux qui en souffrent, mais à ceux qui ont le moyen d'y remédier et qui élèvent les réformes. (Mouvement.)

On nous a reproché d'exercer les ardeurs des foules quand nous ne pouvions y satisfaire.

M. Gambetta. — Eh bien, je le répète, ce que nous voulons c'est que l'ordre moral domine ; nous voulons l'instruction obligatoire et nous sommes de cet avis que l'armée est une véritable école de morale, de discipline.

Quand le service sera obligatoire dans les faits comme dans le principe, individuel et personnel ; quand tout le monde devra accepter le sacrifice militaire, nous aurons beaucoup fait pour cette école de morale.

Il ne suffit plus pour cela de vous payer de paroles, d'équivoques, ni même de paroles sentimentales ; il ne faut pas que le principe disparaisse sous des exceptions.

Je ne veux que le strict nécessaire, je ne veux pas admettre le superflu en matière d'exceptions ; nous n'avons pas le droit de demander le superflu ni en matière militaire, ni en matière sociale. Eh bien ! le service obligatoire, personnel, dans l'armée, ce sera avancer la propre constitution dans l'intérêt de l'ordre moral et de la discipline.

M. Gambetta termine en faisant remarquer que l'abandon du dernier paragraphe de l'article 27 par la commission indique que l'article 23 lui-même doit être abandonné par l'Assemblée.

On jette un peu de lest pour sauver l'article 23, mais il est désormais fort compromis. L'Assemblée le rejettera, dans l'intérêt même du respect du loi, de sa moralité et dans l'intérêt même de la grandeur de la nation et de l'ordre social.

On peut accepter quelques déviations dans l'application d'un principe, mais on ne saurait accepter des mutilations excessives.

Je viens donc rejeter l'article 23. (Applaudissements.)

M. Bethmont insiste pour l'adoption de l'article 23. Si la loi du principe obligatoire existait depuis trente ans, on comprendrait qu'on n'acceptât pas ces dépenses en temps de paix, établies par l'article 23, si le service actif ne devait avoir lieu pour trois ans, on le comprendrait encore ; mais l'obligation est inscrite pour cinq ans, et il faut donner le temps au pays de s'habituer à la loi et ne pas détruire d'avance les fortunes les plus recommandables, celles qui commencent.

M. le général Guilleminot combat l'article 23.

Sur cent jeunes gens appelés, en accordant 4 sursis, on fera 60 mécontents, et ce sera exposer les officiers municipaux à être circonvenus par la foule des intrigants.

M. le général Pellissier appuie l'article 23. Montesquieu l'a dit depuis longtemps : Quelques dispositions qu'édicté la loi, les mœurs sont toujours plus puissantes que la loi. Il faut tenir compte des mœurs, ménager les traditions.

Que l'on ne croie pas d'ailleurs que l'on ne saura pas remplir ses devoirs ; le service obligatoire est sauvegardé pour la guerre, et le jeune homme suivra l'exemple des vieillards eux-mêmes, l'exemple du général Changarnier.

On lui disait, il y a quelques jours, à propos de Metz : Qu'avez-vous fait dans cette galère ? Ce qu'il allait faire, il allait y donner l'exemple du dévouement, et cet exemple n'a pas été sans entraînements. Ne craignez pas que les jeunes Français ne se rendent pas à l'appel de la patrie !

M. le général Changarnier. — Je crois que les paroles de M. Gambetta ont été une tactique pour nous entraîner à des concessions sur d'autres points. La loi doit ménager les mœurs, les habitudes du pays. La loi a été modérément modifiée. Si l'on en est une pierre tout l'édifice croule. La loi, du reste, est parfaite et elle pourra être perfectionnée dans l'avenir. Il n'y a pas à craindre la faveur. Les fonctionnaires français sauront bien de leur devoir de ne pas avoir d'indépendance qu'un major prussien. (Très-bien ! très-bien !)

M. de Castellane. Je ne proposerai pas à la commission de capituler devant les considérations présentées par M. Gambetta ; j'avoue que toutefois, par plus d'un côté, elles me paraissent justes. Mais je viens proposer une transaction ; ce qui est choquant dans la loi, c'est que le sursis d'appel soit prolongé et devienne ainsi une sorte d'appel ne peut pas se prolonger au-delà d'une année. (Mouvement.)

M. de Chasseloup-Laubat. — Le service personnel obligatoire ne date pas d'aujourd'hui. La loi de l'an VI a abouti au remplacement, quoique cette loi eût interdit. En l'an VIII, le remplacement réapparut. La loi de l'an VI n'avait pas fait place aux dépenses nécessaires et légitimes pour sauvegarder les grands intérêts de la société.

La loi actuelle a ménagé quatre ordres d'intérêt. On a ménagé d'abord les besoins de la famille, les pères familles du droit romain, c'est-à-dire les familles d'orphelins, puis des soutiens de famille. On a ménagé ensuite les droits de l'instruction et de la première des institutions, ceux de la religion, car sans elle l'instruction n'est pas éclairée.

Nous demandons maintenant de sauvegarder les sciences, les arts, ce que, comme l'illustre évêque d'Orléans le disait avec tant de vérité, la société française a de plus cher, les grandes et belles études, ce qu'a porté si haut dans le monde l'expression du génie et de l'esprit français. (Vive approbation.) Nous avons voulu faire plus, sauvegarder l'industrie. Et vraiment, il y a quelque chose d'étonnant que M. Gambetta s'oppose à l'article 23.

Nous avons voulu jeter les regards sur l'atelier. (Mouvement.) Nous avons voulu rendre possible la continuation des apprentissages des grandes industries. Nous avons donc sauvegardé les droits de la démocratie elle-même. L'orateur rappelle que dans les autres points, les conseils municipaux sont consultés, comme pour les sursis. Fallait-il donc réserver toute l'autorité au gouvernement ? La loi est déjà très-sévère ; il faut ménager les transitions avec les mœurs. (Agitation.)

M. Gambetta a la parole.

Plusieurs voix. — La clôture ! la clôture ! Plusieurs voix plus nombreuses. — Non ! non ! L'Assemblée est consultée et maintenant la parole à M. Gambetta.

M. Gambetta répond que la loi de l'an VI n'admettait aucune dispense, et c'est pour cela qu'elle n'a pas subsisté. Quant à ce que l'article 23 ménage l'intérêt des apprentissages et des ateliers, c'est une assertion erronée. L'apprentissage finit à vingt ans. Ainsi l'article 23, au lieu de réunir, ne fera que diviser les esprits.

Il n'y a qu'un intérêt privé, puisque celui qui sera éliminé n'aura pas le droit de se plaindre. Il n'y a pas la dignité générale et, par conséquent, l'intérêt privé se trouvera devant la faveur et l'arbitraire. Le privilège régnera et vous aurez déshonoré votre loi, dit en terminant M. Gambetta.

M. Jean Brunet propose un amendement par lequel les sursis d'appel n'auraient plus d'autre caractère que celui d'une transposition de classe.

M. de Lasteyrie demande le renvoi à la commission. (Adopté.)

M. Arnaud, directeur du conservatoire des arts et métiers, a été décoré du cordon de Saint-Etienne.

Les professeurs de nos confrères parisiens, des professeurs de l'éclair, du Gaulois, du Figaro, du Petit Journal, du Petit Parisien, ont été décorés de la Légion d'honneur. Ils ont été décorés de la Légion d'honneur. Ils ont été décorés de la Légion d'honneur.

Le travail à la nef centrale. Le chantier de la nef centrale a été terminé. Le travail à la nef centrale a été terminé. Le travail à la nef centrale a été terminé.

La chambre de commerce de Lyon vient de décider de transmettre à M. Teissier son rapport sur les observations au sujet de l'impôt sur le revenu. La chambre de commerce de Lyon vient de décider de transmettre à M. Teissier son rapport sur les observations au sujet de l'impôt sur le revenu.

Le ministre de l'instruction publique, par une circulaire récente, prie les recteurs de lui adresser les propositions relatives à la gymnastique, aux langues vivantes, à l'histoire et à la géographie, ont été exécutées dans les écoles.

Les vacances dans les lycées et collèges, de Paris que des départements, ne commenceront cette année, dit-on, que le 15 août.

M. Ponet ne s'est pas pourvu en cassation contre l'arrêt de la cour d'assises.

hier, bien que le beau temps ait régné en attendant pendant la journée, il tombait parfois de petites gouttes. On voyait bien que ce n'était pas l'envie qui manquait au ciel de pleuvoir, et n'eût été l'ouverture de l'exposition, aussi ce matin la pluie tombait tranquille, calme, régulière comme quelque chose qui n'est pas pressé. Serions-nous menacés d'un mois de juin comme a été le mois de mai ? Un almanach météorologique le dit ; mais ce serait trop affreux.

On assure que l'un des individus les plus compromis dans l'affaire de l'assassinat de M. Leprieux avait été capitaine dans la garde nationale et proposé comme chef de bataillon !

Les voleurs qui avaient tout préparé pour l'inauguration de notre exposition internationale n'ont pas voulu en être pour leurs frais. Une heure après l'ouverture, une main allait déjà signaler au commissaire de police la disparition subite de son porte-monnaie contenant une cinquantaine de francs.

Quelques-uns de ces intelligents industriels avaient cru bien faire en établissant le centre de leurs opérations à l'entrée principale des bâtiments, avant le tourniquet.

Quatre voleurs à la tire avaient été signalés, mais, paralysés par l'air impossible des agents qui les guettaient, ils ont dû renoncer à leur travail et attendre une occasion plus propice pour se faire arrêter.

La journée d'hier a été désastreuse pour ces messieurs : deux d'entre eux qui avaient exécuté leur industrie chez un mécanicien de la rue de Vendôme, sont entre les mains de l'autorité, et à minuit, trois autres qui venaient d'attaquer des passants sur la place Saint-Pothin, étaient arrêtés par les gardes urbains et conduits au poste.

Il résulte de ces faits que, ainsi qu'on l'avait prévu, l'exposition déplace sensiblement le centre des affaires, et le vrai Lyon, si ce mouvement continue, se trouvera bientôt transporté aux Brotteaux.

La nuit dernière quatre jeunes gens, détenus à la maison pénitentiaire d'Oullins, se sont évadés à l'aide d'une corde attachée à une fenêtre.

On s'est immédiatement mis à leur poursuite, mais jusqu'à ce moment, les recherches sont restées infructueuses.

Samedi soir, vers dix heures, les habitants des Daches, petit village entre Venissieu et St-Fons étaient réveillés par un bruit inaccoutumé.

Une petite maison d'un étage qui servait aux soins de St-Vincent-de-Paul de maison d'œuvre pour les petites filles venait de s'écrouler. Heureusement personne ne couchait dans ce bâtiment déjà vieux, et l'on n'a pas à déplorer un plus triste accident.

Les boulangers viennent d'augmenter le pain de deux centimes par kilogramme, ce qui porte le pain de ménage à quarante-deux centimes.

On continue à craindre pour la récolte ; c'est cette crainte qui fait hausser le prix des grains et farines, et par suite celui du pain.

Le théâtre du Gymnase a ses retards successifs tout comme l'exposition. La première de *Robespierre* était pour samedi, puis pour mardi, aujourd'hui c'est pour jeudi. C'est qu'aujourd'hui on a une œuvre de cette importance méritée qu'on la prépare avec soin et qu'on ne paraît devant le public que dans de très bons détails. Ce n'est pas la qu'il faudrait doubler l'ouverture et l'inauguration !

En attendant, nous aurons demain *Julie*, drame en trois actes d'Octave Feuillet, ou les deux frères Bonolis se trouveront jouer ensemble. Paul aura le rôle de Maurice de Camille, et Eugène celui de Maxime de Turgis. Les deux artistes se trouveront de nouveau réunis un moment après dans *Ruy-Blas*, dont on donnera le 4^e acte.

Chaque jour débute à Paris d'anciens artistes de nos théâtres. Il y a quinze jours, c'était M. Sylva : bientôt ce sera M. Peschard, le premier qui parvint à faire oublier M. Achard aux Lyonnais, dont on annonce la prochaine apparition sur la scène de l'Opéra-Comique.

M. Peschard, qui tout le monde se souvient d'avoir applaudi dans *l'Œil crevé*, est aux bouffes, où il obtient un succès de fort bon aloi.

Nous voudrions pouvoir en dire autant de

M. Sylva, dont les débuts dans *Robert le Diable* ont été fort diversement appréciés. Mais ce qui malheureusement est évident, c'est que cet artiste, qui devait d'abord créer le rôle du ténor dans la *Coupe du roi de Thulé*, est contraint d'attendre une occasion de se mettre en relief par la volonté de l'auteur, M. Diaz, qui redoute que les éclats de voix du jeune ténor ne fassent pas comprendre suffisamment les mélodies de la partition.

Alors, pour en finir avec les ténors, que M. Achard est en ce moment au Havre où il obtient, naturellement, un grand succès dans *Zampa*.

Il n'y avait jamais eu, croyons-nous, plus d'auditeurs aux concerts de Bellecour qu'hier. Nous ne parlons pas seulement du public de l'intérieur, mais de cette foule silencieuse et recueillie qui se presse autour des barrières et des horde de toutes parts sur une grande profondeur.

C'est un spectacle vraiment digne d'intérêt que celui de ces gens écoutant avec attention les œuvres des grands maîtres, qui ne leur arrivent qu'affaiblies et mutilées, grâce à la construction défectueuse du pavillon.

Alors l'on comprend bien le sens de ce mot : « Concerts populaires » ; c'est-à-dire les places payantes faisant les frais d'un concert qui est pour tous.

Situation vinicole. — Fermété dans les prix, arrêt momentané dans les transactions et par suite nullité dans les affaires.

On peut conclure, sans grands efforts d'imagination, que d'ici la récolte prochaine les cours resteront très-vraisemblablement stationnaires.

Dans l'Allier les affaires sont calmes, et cependant les vins sont en hausse de 8 à 13 francs par hectolitre, selon qualité.

En Touraine les dégâts occasionnés par la grêle sont circonscrits dans quelques centres vinicoles. Seulement jusqu'à présent les renseignements concernant les cours sont défectueux.

Dans le Loiret les dégâts sont réellement considérables.

Le Cher se plaint, mais les cours sont restés stationnaires, ce qui semblerait prouver peu de dommages.

Pour l'ouest, dans les Charentes, les dégâts occasionnés par la grêle ont une faible importance et « le sinistre », écrit-on, n'a produit aucune émotion sur le marché, ce qui prouve le calme des affaires.

Les correspondances du Bordelais sont contradictoires, non au point de vue des gélées, puisque le Bordelais n'en a pas souffert, mais au point de vue de la récolte prochaine. Les uns ne croyant pas à une année d'abondance. Les autres ont bon espoir.

Les affaires sont calmes, acheteurs et détenteurs observent une prudente réserve, et les cours sont stationnaires.

Dans l'est il y a peu d'empressement aux achats ; du reste, les 1871 commencent à devenir rares et de part et d'autre l'hésitation est générale.

Les cours du Maconnais et du Beaujolais sont en hausse de 10 à 15 francs par pièce.

A Beaune, dans la Côte-d'Or, les affaires sont calmes, et les prix sont d'autant plus fermement tenus que les existences sont peu considérables. En présence des dernières gélées et de la persistance actuelle des pluies, on commence à désespérer de la récolte prochaine.

Dans la Basse-Bourgogne, la vente est lente, et les prix sont stationnaires.

Dans le Midi, les vignobles méridionaux, sauf les insectes et l'oïdium, sont relativement dans de bonnes conditions. On se plaint néanmoins des inégalités de végétation, mais les espérances sont encore vivaces.

Les vins maintiennent leurs prix avec tendance à la hausse.

Du reste, écrit-on, le vide continue à se faire dans les celliers, les vins solides s'enlèvent à d'excellentes conditions et dans deux mois, il sera difficile de se procurer les quantités nécessaires au courant des affaires.

Tel est le bilan de la situation de ce jour. (Moniteur vinicole.)

Sur le seul d'une allée à la Croix-Rousse.

— Ben, père Pocachard, comment vous en va, ce tantôt ?

— Ça va bien tout plan-plan !

— Et la Claudine ?

— M'en parlez pas, elle a encore un coup de sang à l'œil ! C'est petite, elle est si sanguinaire ! (Historique.)

Un projet de loi a été déposé par le gouvernement, d'après lequel le département de la Drôme serait autorisé à emprunter, conformément à sa demande, au lieu et place des communes, à la caisse des chemins vicinaux, une somme de 250,000 fr., qui doit être affectée aux travaux des chemins ordinaires.

Le département devra présenter, pour être autorisé à la réaliser, au ministre de l'intérieur un état contenant :

Le nom des communes auxquelles le département a entendu se substituer, la somme pour laquelle il se substitue à chacune d'elles dans le montant de l'emprunt, la situation financière des communes.

Le département de la Drôme serait également autorisé pour rembourser cet emprunt à s'imposer extraordinairement pendant trente ans, à partir de 1873, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes.

Par suite de cette nouvelle imposition, la somme des centimes extraordinaires se trouverait portée dans la Drôme de 14 cent. 50 à 15 cent. 50.

Les grèves d'ouvriers charpentiers font le tour de la France. Lyon, Roanne et Bordeaux, c'est le tour de Montauban.

La grève a été l'occasion de scènes de désordre assez graves.

Des ouvriers étrangers, venus sur la demande de quelques patrons, ont été attaqués et blessés par les ouvriers de la ville. Des arrestations ont dû être faites.

On lit dans le *Journal de Villefranche* :

Un funeste accident est arrivé le 28 mai, au lieu des filatures, à Saint-Vincent-de-Rhins. M. Bonafant, maire de Ranchal, était assis sur le devant de sa voiture, et M. Comby, propriétaire de la même commune, était sur la banquette de derrière.

En partant, M. Bonafant fouetta son cheval, et, dans ce brusque départ, M. Comby perdit l'équilibre et tomba à la renverse sur la route. On s'empressa de relever M. Comby, qui dit qu'il ne se sentait aucun mal. Cependant, à peine arrivé au hameau de Lagôlle, M. Comby, qui était redescendu de voiture pour vaquer à ses affaires, tomba raide mort.

Dans sa chute il s'était brisé le crâne, et M. le docteur Livet ne peut expliquer comment Comby n'était pas mort sur le coup.

CONSEIL MUNICIPAL DE LYON

Extrait du procès-verbal de la séance extraordinaire du 23 mai 1872.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN BARDET, MAIRE

QUESTION DES CÉLESTINS

La séance est ouverte à huit heures.

Présents :

Les citoyens Barbérot, Baroche, Bessières, Blatte, Bouchu, Bouvet, Carle, Causse, Chappuis, Chaveroit, Comte, Cottin, Crestin, Degoutet, Despeignes, Florentin, Gerin, Girardin, Goboz, Jobert, Marmonnier, Mazaria, Oédepe, Rossigneux, Valet, Vallier, Verrière.

Absents :

En mission : les citoyens Ducarre, Ferrouillet, Le Royer.

Excusés : les citoyens Manillier, Marceau, Bouvatière.

Sans motifs connus : les citoyens Castanier, Farrenc, Gailleton.

Les procès-verbaux des séances des 13 et 18 mai sont lus et adoptés.

L'ordre du jour appelle la discussion sur le projet de prolongement de la rue des Archers, par la démolition du passage Couderc. — Acquisition de la maison Vespres.

Le citoyen Bouvet, au nom de la commission des finances, présente le rapport suivant :

Messieurs,

Dans le but de donner satisfaction à l'opinion publique qui réclame depuis longtemps l'ouverture du passage Couderc, l'administration a conclu un marché avec le propriétaire de la maison Vespres portant le n° 10 sur la rue Saint-Dominique et n° 5 sur la place des Célestins ; elle propose au Conseil municipal de ratifier ce traité et de lui donner son approbation dans toutes ses parties et conditions.

L'administration fait ressortir l'avantage actuel du marché qu'elle a conclu. Tous les baux, à l'exception d'un seul, seront arrivés à leur expiration ou pourront être renouvelés sans indemnités le 24 juin 1873 ; c'est là un fait important qui fait s'empresser de saisir, car les baux pouvant être renouvelés d'un jour à l'autre, il pourrait arriver que si la ville voulait, dans quelque temps, accomplir l'œuvre d'amélioration du quartier, les indemnités demandées alors par les locataires pourraient être si considérables qu'elles feraient encore reculer l'ouverture de cette voie, qui, d'après l'administration, est devenue des plus urgentes, surtout depuis l'incendie du théâtre des Célestins.

L'acquisition proposée aurait lieu moyennant la somme de 725,000 fr., payables 100,000 francs comptant et les autres 625,000 fr. au 24 juin 1873. Dans le cas où la ville ne pourrait pas se libérer immédiatement, les versements seraient échelonnés sur plusieurs exercices, mais la somme serait portée de 725,000 à 750,000 francs.

Examinons les conditions de ce marché.

La surface de l'immeuble est indiquée au contrat comme s'élevant à 1025 mètres carrés, nous avons vérifié et nous n'avons trouvé que 1000 à 1005 mètres au plus.

L'ouverture de la rue en prendrait 325 m. c. Il resterait un délaissé de..... 675

Total égal..... 1000 m. c.

Comme il ne sera pas possible de payer cette acquisition au comptant, le prix sera réglé par annuités de 80,000 fr. par an.

Nous devons ajouter les frais d'actes et d'enregistrement, à 60,000 fr.

80,000 fr. d'indemnité au locataire dont le bail ne finit qu'en 1881..... 12,000

Le prix d'achats s'élève en totalité à..... 822,000

A déduire : vente du délaissé de terrain, soit 675 mètres carrés à 400 fr..... 270,000

L'ouverture de la rue coûtera : 552,000

Nous avons dit que le terrain cédé pour l'ouverture de cette nouvelle voie mesurerait 325 mètres carrés ; au prix total de 552,000 fr., le mètre carré ressortirait à 1,698 fr.

Mais il y a lieu d'observer que la ville est déjà en possession de la moitié de ce terrain, de telle sorte que l'espace qui sera pris pour l'élargissement du passage Couderc reviendra réellement à 3,305 francs le mètre carré.

Comme termes de comparaison, nous devons ajouter que les terrains, en y comprenant les indemnités accordées aux locataires, ont coûté en moyenne, dans la rue Centrale, 550 fr.

Dans la rue de l'Hôtel-de-Ville, 600 fr.

Dans la rue de la Barre, 650 fr.

Mais ce n'est pas tout. Après avoir déboursé une somme aussi considérable, la rue ne sera pas faite. La maison Vespres n'a qu'un large de 9 m. 25 sur le passage Couderc, il manquera 2 m. 75 sur 35 m. de long, soit 96 m. 25 qu'il faudra prendre sur la maison Brunet pour donner à cette nouvelle voie la largeur de 12 mètres, la même que celle de la rue des Archers, dont elle n'est que le prolongement.

A quel prix pourrions-nous acquiescer ces 96 mètres carrés ? L'administration ne peut pas nous le dire, elle nous va de ses espérances ; or, vous savez, messieurs, qu'en ces sortes d'affaires les espérances sont souvent déçues.

On nous dit que le propriétaire du n° 8, rue Saint-Dominique, aura intérêt à donner à sa maison une façade sur la nouvelle rue, qu'il s'empressera de le faire en se mettant à l'alignement. Nous croyons que l'on se trompe, qu'il n'en sera rien, parce que pour cela il faudrait reconstruire entièrement cette maison. Il est douteux que le propriétaire de l'immeuble puisse faire cette dépense, à moins de recevoir une grosse indemnité et d'indemniser en même temps les locataires. Aussi est-il impossible d'apprécier cette nouvelle dépense. C'est l'inconnu. La commission des finances n'est pas d'avis de tenter l'inconnu, d'habitude, cela coûte trop cher.

Le chiffre indiqué pour la revente du délaissé de la maison Vespres s'élèverait d'après l'administration à 300,000 fr. La commission ne l'évalue qu'à 270,000, soit 400 fr. le mètre carré. En voici les motifs : un entrepreneur qui achèterait, pour bâtir, ces 675 m. c. à 400 fr., aurait à débours..... 270,000

Frais d'actes et d'enregistrement à 80,000..... 21,000

Construction à 650 francs le mètre carré..... 438,750

Frais d'emprunt de 500,000 fr. à 3.30/0..... 16,500

Intérêts perdus pendant 9 mois..... 28,250

Total..... 775,100

A déduire la vente des matériaux des démolitions..... 20,000

La maison construite reviendrait à l'entrepreneur..... 755,100

Dans ce quartier, avec ses trois façades, et si le théâtre des Célestins était en activité, cette maison pourrait rendre 70 francs le mètre carré, — pour 675 m. soit..... 47,250 fr.

A déduire, les impôts

Frais d'assurance, de régie, de vidanges, 3 0/0..... 4,725

Revenu net..... 41,100

41,100 fr. de revenu capitalisé à 5 0/0..... 822,000 fr.

Cette maison ayant coûté d'établissement..... 755,100

Il resterait pour l'entrepreneur un bénéfice de..... 66,900

Mais nous savons que les capitalistes qui font des placements sur des immeubles établissent leurs calculs afin de retrouver un revenu de 5 0/0 net ; or, les frais d'actes et d'enregistrement, que l'acheteur ne voudrait pas supporter, réduiraient le prix de vente d'autant, et comme ces frais s'élèveraient à 61,000 francs environ, le bénéfice de l'entreprise serait réduit à 6,000 fr. au plus.

Le qui prouve que pour un entrepreneur, le prix d'achat du terrain à 400 fr. le mètre carré est le prix approximativement vrai. Donc, la ville ne retirera pas plus de 270,000 fr. à la revente du délaissé de la maison Vespres.

Nous avons indiqué que le coût total de cette maison s'élèverait à 822,000 fr. et nous avons trouvé que pour élargir le passage Couderc sur 35 mètres de longueur, la dépense serait de 552,000 fr. sans compter l'indemnité inconnue à payer au propriétaire de la maison Brunet. Ces conditions ont paru excessives à la commission des finances, elle appelle, sur ce sujet, votre plus sérieuse attention.

L'administration nous dit que la maison Vespres rend 40,600 fr. de revenu, qu'au prix de 750,000 fr., sans compter les autres frais, la ville fait, en l'achetant, une bonne affaire, parce que les baux arrivent presque tous à échéance en 1873, ce qui permet de prendre possession de cette maison, sans ajouter des indemnités locatives.

Examinons : Si un particulier voulait acheter cet immeuble il ferait certainement le compte suivant :

Revenu indiqué suivant les baux consentis..... 40,600

A déduire : Impôts..... 4,060

Frais de régie, d'assurance, de vidanges, 3 0/0..... 1,218

Revenu net..... 35,322

35,322 fr. capitalisés à 5 0/0 représentent 706,440 fr.

En payant 654,110 fr., plus 80/0 de cette somme pour frais d'actes et d'enregistrement, soit 52,330, l'acheteur débourserait effectivement 706,440, mais le vendeur ne recevrait, lui, que 654,110, c'est-à-dire cent mille francs de moins que l'on ne vous demande.

Or, la maison est vieille, elle est en mauvais état de conservation, elle est grevée d'une servitude énorme, nous sommes intimement persuadés qu'on ne trouverait pas acheteur à 600 mille francs.

En conséquence, l'administration vous indique une mauvaise opération en vous proposant de la payer 706,440.

Nous avons prouvé qu'après la revente du délaissé de la maison Vespres, l'opération coûterait à la ville 552,000 fr. ; avec une pareille subvention ce n'est pas 35 mètres de longueur de rue qu'il est possible d'ouvrir, nous croyons être certains qu'il serait possible de percer le massif qui sépare la place des Célestins de la place Bellecour, sur une longueur de 90 mètres, ce qui serait autrement avantageux pour la régénération du quartier. Ce serait une vraie amélioration, qui plus tard serait poursuivie par nos successeurs, à travers les rues Port-du-Temple et de la Préfecture ; dans ce cas l'œuvre serait réellement complète.

Nous savons tous, à Lyon, que la circulation a lieu dans le sens des fleuves et que les rues transversales sont pour la plupart désertes, témoins la rue de la Reine, la rue Sala, Sainte-Hélène, rue de la Préfecture, rue Dubois.

L'ouverture du passage Couderc n'apportera point d'amélioration au quartier des Célestins, encore moins la régénération morale dont il est si souvent question. Ce qu'il faut à ce quartier, c'est de lui rendre son théâtre, sans attendre plus longtemps. C'est la destruction de cet édifice qui fait que les boutiques se ferment, que les restaurants et les cafés perdent leur clientèle, que cette place, si vivante autrefois, est complètement déserte aujourd'hui.

Comme conclusions, la commission des finances demande avec instance, avec énergie, la reconstruction la plus prompte du théâtre des Célestins ; et d'autre part elle vous prie de repousser la demande relative à l'acquisition de la maison Vespres.

Le citoyen Causse fait remarquer que la commission des finances a été partagée sur ces conclusions, et qu'une voix seule a déterminé la majorité (5 contre 4).

Le citoyen Vallier qui a assisté à la réunion de la commission, dit que la seule question mise aux voix a été celle de l'opportunité, et cela, sur la demande du citoyen Rossigneux.

Dans ses conclusions, ajoute-t-il, le citoyen Bouvet place à fin point de vue tout à fait particulier, et ne tient pas compte du caractère de la proposition soumise au Conseil.

Il affirme, notamment, dans un passage de son rapport, qu'avec la même somme on pourrait percer le massif qui sépare la place des Célestins de la place Bellecour ; ce qui, selon lui, serait plus avantageux.

Mais cette opinion toute personnelle, et qui n'est pas, du reste, plus amplement développée, ne détruit en rien les raisons toutes publiques, qui donnent la priorité au projet en discussion.

Il faut avant tout se rendre un compte exact des circonstances qui ont conduit l'administration à proposer l'élargissement du passage Couderc.

Ainsi que le dit l'administration, dans son rapport, la maison Vespres peut être acquise aujourd'hui dans des conditions très-avantageuses, par la raison que la plupart des baux expirent en 1873.

Sans cette occasion favorable, et qui ne se représentera peut-être pas, on n'aurait point pu de longtemps à cette acquisition.

L'administration a vu, d'autre part, que l'ouverture du passage Couderc, donnant une plus-value aux terrains avoisinants, ne pourrait que favoriser la reconstruction du théâtre des Célestins.

Quant à la question financière, elle ne saurait arrêter un seul instant le Conseil.

En effet, après une étude sérieuse, l'administration est restée convaincue que la ville peut parfaitement affecter une somme de 150,000 fr. par an à cette amélioration, sans gêner l'équilibre du budget.

Nous aurions pu déjà porter une première annuité au budget de 1872, mais nous n'avons pas cru devoir le faire, pour ne point donner l'exemple aux locataires.

Le citoyen Valet croit que, dans la commission, le citoyen Rossigneux a proposé le rejet pur et simple du projet, et qu'il a voté dans ce sens.

Le citoyen Rossigneux déclare que, s'appuyant sur la situation financière de la ville, il a voté en effet contre le projet. La ville, ajoute-t-il,

aurait-elle les fonds nécessaires pour de semblables acquisitions, qu'il préférerait les voir employés à l'amélioration des quartiers excentriques négligés sous l'empire.

Le citoyen Bouvet n'est pas de l'avis du citoyen Vallier, lorsque celui-ci dit qu'il faut acheter de suite, parce que les baux étant expirés, on achètera à meilleur marché, n'ayant pas d'indemnité à payer aux locataires.

C'est tout le contraire qu'il faudrait dire. La maison Vespres est précisément payée beaucoup plus cher qu'elle ne vaut, parce que les baux sont terminés, et que le propriétaire a pris ses précautions pour toucher lui-même l'indemnité à la place de ses locataires.

Quant au perçement du massif qui sépare la place des Célestins de la place Bellecour, il est à peu près sûr que l'on trouverait des entrepreneurs qui s'en chargeraient au même prix.

La commission a pris ses renseignements et elle peut l'affirmer devant le Conseil.

Le citoyen Degoutet combat cette dernière assertion, que rien ne paraît justifier, et qui, d'ailleurs, est tout à fait en dehors de la question. Revenant au prolongement de la rue des Archers, il trouve les calculs du citoyen Bouvet complètement erronés.

En effet, la dépense totale s'élevant à 750,000 fr., cette revente des délaissés devant produire 350,000 fr. environ, il ne reste plus à dépenser que 400,000 fr. environ, au lieu de 552,000 fr., chiffre indiqué par le rapporteur. Or, si cette somme n'est pas dépensée, l'administration propose une bonne affaire.

On dit que la maison Brunet, qui avancera de deux mètres soixante-quinze centimètres environ, coûtera beaucoup à la ville, pour la mettre à l'alignement. Ceci est une supposition. Ne peut-on pas attendre, afin d'obtenir de meilleures conditions, que le propriétaire reconstruise volontairement

férence que les cours sont de 2 à 3 francs plus élevés; c'est la hausse acquise pendant la semaine, hausse inégalement provoquée par les hauts prix d'ouverture sur les marchés de cocons.

Les appréciations sur la récolte n'ont pas changé; la qualité et le rendement des cocons sont généralement considérés comme peu satisfaisants, tant en France qu'en Italie. Quant à la quantité, il est aujourd'hui avéré que, sauf quelques localités plus privilégiées où elle pourra encore atteindre la dernière récolte, elle lui sera inférieure prise dans son ensemble. Celle-ci avait d'ailleurs été un peu plus abondante que la récolte de 1870.

En Italie, la production sera supérieure à celle de l'année dernière, laquelle avait déjà accusé un accroissement assez considérable sur l'année précédente.

La récolte de l'Espagne est terminée et tous les renseignements s'accordent à la représenter comme à peu près égale, mais plutôt inférieure à celle de 1871 qui avait été bonne.

En ce qui est des prix, les marchés de cocons en France ont été encore peu importants; les prix ont été tenus de 6.25 à 6.75 pour les jaunes (sans doubles) et de 7.50 pour les jaunes, également sans doubles. Ces cours ont toutefois été dépassés dans plusieurs localités et notamment au dernier marché d'Alais où le Japon ont été vendus de 6.50 à 6.75 et les jaunes de 8 à 8.25 avec tolérance de 6 0/0 de doubles. A Saint-Hippolyte, dans le Gard, les jaunes ont même touché 8.40 sans doubles.

En Italie, les 3/4 au moins, certaines correspondances disent même les 9/10^e de la récolte italienne sont déjà vendus en marchés à livrer; les cours sur les cocons s'y maintiennent très élevés mais ils paraissent avoir touché leur maximum.

L'état actuel de la consommation, les lourds stocks d'étoffes en magasin non-seulement dans les centres de production mais encore sur les places de vente, la réserve observée par les fabricants de soieries, rien ne justifie l'exportation qui a poussé les filateurs italiens à opérer sur la plus large échelle de la débute de la nouvelle campagne.

Nos filateurs feraient acte de prudence en ne pas les suivant dans cette voie. Car toute hausse qui ne repose pas sur des besoins réels de la consommation est éphémère et a de la peine à se maintenir.

Les soies fines et classiques de France et d'Italie qui ont manqué presque toute l'année et qu'on ne peut remplacer seront sans doute encore très-rare cette année-ci en ce qui maintiendra les prix; mais la position sera toute différente pour les sortes courantes qui abondent encore aujourd'hui et auxquelles les provenances de l'extrême Orient feront une active concurrence. La récolte des soies de Chine est, en effet, évaluée à 55,000 balles dont la qualité, d'après les dernières dépêches reçues, paraît devoir être meilleure que celle de l'année dernière.

Les affaires en soie sur notre place ont été assez actives cette semaine, ainsi qu'en témoignent les chiffres de la condition qui dépassent 85,000 kilos. Le mois de mai aura été un bon mois pour notre commerce des soies; mais il n'en est malheureusement pas de même pour notre fabrique de noir forcée de réduire sa production pour ne pas encombrer ses placards de marchandises fabriquées.

Le moment des gros achats est d'ailleurs passé et la mévente dont les fabricants de Zurich et de Crefeld se plaignent également, est de règle à parer l'époque de l'année. Les uns coulent qui ont reçu de nombreuses commissions travaillent à toutes voies.

Les nouvelles d'Amérique sont peu satisfaisantes. Il y a de l'autre côté de l'Atlantique un engorgement de soieries d'Europe que les importations de l'année dernière devaient faire prévoir.

Les ventes sont insignifiantes et les cours à New-York sont, pour tous les tissus de soie plus bas que sur les marchés européens. Seuls les rubans ont donné lieu à quelques affaires importantes à de mauvais prix toutefois. Nous pouvons enregistrer une nouvelle que notre fabrique n'apprendra pas sans satisfaction, c'est celle d'un prochain dégrèvement de 6 0/0 des droits actuellement perçus à l'entrée des soieries d'Europe aux Etats-Unis. Ces droits seraient donc abaissés de 60 0/0 à 54 0/0. Si léger soit-il, ce dégrèvement, qui fait partie d'un ensemble d'autres mesures déjà prises dans le même sens par le congrès de Washing-

ton, sont une preuve des progrès faits par les partisans du free-trade en Amérique et de leur influence de jour en jour prépondérante.

Le système restrictif qui depuis 1861 préside aux destinées commerciales des Etats-Unis, se désagrège, ainsi morcelé par morceaux, pièce à pièce au moment même où l'on cherche à le restaurer en France en invoquant précisément un exemple qui témoigne contre lui.

En ce qui concerne l'impôt des matières premières, battu à nouveau en brèche par le rapport de la commission du budget, il perd chaque jour de terrain et nous pouvons espérer maintenant d'y échapper. Le gouvernement lui-même, sans l'abandonner, paraît en avoir un peu fait le sacrifice, et sur cette question, comme sur tant d'autres, déjà il est probable que l'accord entre le gouvernement et l'Assemblée finira par s'établir.

M.

Bulletin météorologique du 3 Juin
PAR ROULADE, ING.-OPTICIEN

THERMOMÈTRE	PRESSION	ÉTAT	VENT
maxima	baromètre	du ciel	à l'h. du m
+10°	+15°	0,740	couvert
N-0			

Hauteur de la Seine au-dessus de l'étiage. 4.00
Sa température. +16°

Hauteur du Rhône au-dessus de l'étiage... 1.30
Sa température. +13°
Quantité d'eau tombée à Lyon du 15 au 31 mai. 0.063

SPECTACLES ET CONCERTS

3 Juin

GRAND-THÉÂTRE

La Chatte Blanche

GRANDE FÉRIE

en 3 actes et 24 tableaux, de MM. Cogniard frères, jouée par les artistes du théâtre de la Gaite, de Paris. — Décors et costumes entièrement neufs. — Trois grands ballets, réglés par M. Justamant, et exécutés par 100 danseuses. — A dix heures, le splendide Tableau des Oiseaux.

THÉÂTRE DU GYMNASE

Nos Bons Villageois, comédie. — Tambour battant, vaudeville.

On commencera à 7 heures 3/4.

PALAIS DE L'ALCAZAR

Représentation par la célèbre troupe Hanlon-Lees, des Etats-Unis. — Entr'actes grands exercices de gymnastique, les Parallèles Monstres.

On commencera à 8 heures.

SOCIÉTÉ DES CONCERTS DE BELLECOUR

Première partie.

1. Ouverture et orgie des Huguenots (Meyerbeer).

2. Réve sur l'Océan, valse (Gungl).

3. Marche de Philémon et Baucis (Gounod).

4. Ouverture de Zampa (Hérold).

Deuxième partie.

1. Ouverture de la Stréne (Auber).

2. Grande fantaisie sur Don Juan (C. Blanc).

3. Marche du Sog d'un nuir d'été (Mendelssohn).

4. Valse, solo original (E. André).

On commencera à 8 heures.

CAFÉ-RESTAURANT

Jean Maderni

RUE DE LYON, 19, & PLACE DE LA BOURSE

Grand salon au 1^{er} pour noces et repas de corps.

Entrée du restaurant : place de la Bourse, 3038.

CHANGEMENT DE DOMICILE

Le docteur MOURGUE, successeur de M. Auguste JOUFFROY, dentiste, a transféré son cabinet, rue de Lyon, 15.

2883

Annances légales, judiciaires et Avis divers

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Le mardi 4 juin à 1 heure après-midi et jours suivants s'il y a lieu, d'une collection d'objets d'art et d'antiquités provenant d'un amateur. Meubles Louis XIII et Louis XIV sculptés avec incrustation ivoire et laque; un lustre ancien rocaille Louis XV en bronze, pièce unique; glaces en bois sculpté; pendules bronze doré Louis XV et Louis XVI, groupes, vases, glaces et statuettes en porcelaine de Saxe; vieux casques en fer dont un gravé. Faïences italiennes et françaises; groupes vieux Savone et en Capod-Monte; vases en porcelaine de Sévres, de Chine et du Japon très-rare; miniatures dans leur cadre en cuivre Louis XIII; un Vitercom en vermeil et en or; armes anciennes, pendules, candélabres et lustres en porcelaine de Saxe, une croix en cristal de roche, un dyptique gothique en ivoire, un très-joli christ ancien en ivoire, etc.

Exposition les dimanche 2 juin et lundi 3 juin de 10 heures à 5 heures. Il sera perçu 5 0/0 en sus de l'adjudication.

Le commissaire-priseur, FABRE.

3351

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

d'une belle collection de TABLEAUX anciens

Composant le cabinet d'un amateur arrivé depuis peu à Lyon

rue de l'Hôtel-de-Ville, 45, près l'Hôtel Bayard.

Le jeudi 6 juin 1872, à une heure et jours suivants, à la même h.

Cette vente aura lieu par le ministère d'un commissaire-priseur, assisté de M. MOYSE, chargé de diriger la vente.

Ces tableaux sont des écoles italienne, espagnole, flamande et française, des maîtres suivants : A. Cui (signé) Thiborgh, Michaud, van Palens, Moucheron; le Jugement de Jésus, tableau capital, signé T. C., surmonté d'un O; Albano, van Balen, Spionce-Campagno, van Loo, Carle, Hemscker, le vieux, etc.

Une pendule et candélabres bronze doré d'une rare beauté, 6 tableaux modernes signés de maîtres connus.

Il sera perçu 5 0/0.

EXPOSITION

les mardi 4 et mercredi 5 juin, de onze heures à cinq heures.

Le catalogue se distribue au bureau des commissaires-priseurs et au domicile de la vente, rue de l'Hôtel-de-Ville, 45.

3376

Compagnie d'Assurances

CONTRE LE BRIS DES GLACES

LA PARISIENNE

FONDÉE LE 24 OCTOBRE 1829

Siège social à Paris, 11, rue de la Grange-Batelière

AGENTS GÉNÉRAUX A LYON

MM. FLACHAT et COCHET, miroitiers-décorateurs, 2, rue Dunois ou 10, place Bellecour. — S'y adresser pour traiter. 3358

A LOUER A OULLINS

près la station des omnibus

4, RUE DE L'ARCHEVÊQUE, 4

BELLE CAMPAGNE

Maison de 10 pièces, remise et écurie.

Jouissance d'un vaste clos.

S'adresser à M. BRITTMAYER, quai d'Albret, 8, ou à M. GOURMAND, rue Saint-Pierre, 23, Lyon. 3317

A vendre dans le Maconnais

et près d'une gare de la ligne Paris-Lyon,

UNE PROPRIÉTÉ

de produit et d'agrément

Consistant en une grande et belle maison d'habitation nouvellement construite dans un clos de vigne, d'environ 7 hectares, jardin potager et fruitier.

Pour renseignements, détails et prix, s'adresser rue St-Pierre, 6, à l'entresol. Lyon. 3368

LIQUIDATION D'HORLOGERIE

EN TOUTS GENRES

35, RUE DE LYON, 35

LA MAISON GUYON

CHANGEMENT DE DOMICILE

se décide à faire un grand sacrifice pour liquider toutes ses marchandises.

Choix considérable de pendules de tout style, bronze d'art, lampes, coupes, flambeaux, etc., etc. 3099

TARNAVASSI, brocheur, rue Ferrandière, 6, à Lyon.

NEURALGIES & MIGRAINES

PILULES & LOTIONS

ANTI-NEURALGIE

DE BARNOUD, pharmacien

3, Rue de Lyon, 3

LYON

Spécialement recommandées dans les névralgies, les migraines et les douleurs nerveuses, même les plus anciennes et les plus violentes.

A LA MÊME PHARMACIE

Dépôt des spécialités françaises et étrangères. 92

CONSERVATION DE LA SANTÉ

PILULES DE FAMILLE

hygiéniques

toni-purgatives, dépuratives et stomachiques

contre les Constipations opiniâtres, Migraines, Maux d'estomac, de reins, Irritations d'intestins, Congestions cérébrales, etc. — Prix 3 fr. et 1 fr.

Pharmacie Barraja, 415, cours Lafayette, Lyon.

Dépôt général : Chez MM. Fayolle frères, pharm.-drog.

409

AGENCE DES MESSAGERIES MARITIMES

ET DES MESSAGERIES NATIONALES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

MARSEILLE. — DÉPARTS du Lundi 3 au Lundi 10 juin 1872.

Jeu 6 juin midi. Pour l'Egypte et la Syrie. SCAMANDRE, capitaine Gaudin.

Samedi 8 — 5 h. s. Pour Alger. ARTHUR, capitaine Cannac.

Samedi 8 — 5 h. s. Pour Messine, Smyrne, Constantinople, le Danube et la mer Noire. ÉBÈRE, capitaine Fabre.

Dimanche 9 — 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, la Réunion et Maurice. HOOGLY, c. Rapatel, f. d. v.

Dimanche 23 — 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine et Japon. DONNAI, c. Varangot, f. d. v.

SERVICES COMBINÉS AVEC LA COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE

Mercredi 5 — 5 h. s. Pour Oran directement, et par transbordement, pour Nemours, Gibraltar et Tanger. OASIS, capitaine Blondeau.

Jeu 6 — 5 h. s. Pour Alger, Bougie, Djidjelly, Philippeville et Bone. CAID, capitaine Gaudin.

Vendredi 7 — 5 h. s. Pour Philippeville et Bone. ORAN, capitaine Guizonnier.

Vendredi 8 — 5 h. s. Pour Mostaganem, Arzew et Oran. COLON, capitaine Raoul.

DÉPART DE BORDEAUX

Mercredi 24 — Portugal, Sénégal, Brésil et la Plata. SÉNÉGAL, c. Rigodit, f. d. v.

Les Messageries Nationales acceptent, en outre, les marchandises pour Tunis, Dellys, Bougie, Djidjelly et pour toute destination quelconque desservie via Marseille par vapeur ou par voilier.

Pour passage et renseignements, s'adresser aux bureaux de l'Agence, place des Terreaux, 7.

409

AVIS AUX FAMILLES

Leçons de langue italienne. — Théorie et pratique. — Leçons de diction pour le chant en langue italienne. — S'adresser au bureau du journal.

MAISON ÉLIAS HOWE

PASSAGE DE L'HOTEL-DIEU

32, 33, 34, 36, 38

N'ACHETEZ PAS DE MACHINES SANS EXIGER

LA MARQUE DE COMMERCE

LE MÉDAILLON AMÉRICAIN

COUDRE

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

AMÉRICAIN

HÉMORRHOÏDES

GUÉRISON PROMPTE, RADICALE

SANS DANGER DE REPERCUSSION

Par les Pilules et Pomades de Scordium

du docteur A. LEBEL, 113, rue Lafayette

PARIS. — Prix : 3 et 4 fr.

LYON. — Chez FAYOLLE frères; CHERBLANG, AROUD; pharmaciens FAIVRE, place des Terreaux; 9; BARNOD, rue de Lyon, 3; CHEVALLIER, rue Louis-le-Grand, 4; CLAVELIER et C^e, place des Jacobins, 1; SIMON, rue de Lyon, 89. 1968

EAU de MÉLISSE

des CARMES

du Frère MATHIAS

A. EMERY

rue Vacon, 54, Marseille.

Contre: Apoplexie, Vertiges, Vomissements, Vapeurs, Maux de cœur, Syncopes, Crampes d'estomac, Indigestions, Diarrhées, Choléra, etc., etc.

Dépôt, place des Terreaux, 6, Lyon, dans les bonnes pharmacies, et chez les principaux épiciers. — 1 fr. le flacon.

VERMIFUGE

préparé selon la méthode F.-V. Raspail

par DÉCHENAUX, pharmacien

LYON. — Rue Ferrandière, 42, angle de la rue Grolée. — LYON.

Ce vermifuge, employé selon la formule qui accompagne le flacon, convient à tous les âges et à tous les tempéraments.

Remède infailible contre la Toqueluche, le Croup et le Ver solitaire.

DÉPÔTS DANS TOUTES LES PHARMACIES

ÉLIXIRS PUY

N° 1 & N° 2

PRÉPARÉS PAR DÉCHENAUX

pharmacien.

L'Élixir n° 1 est spécial pour les maladies de poitrine, d'estomac et des intestins, telles que bronchite, oppression, perte d'appétit, crachement de sang, gastrite, constipation, rougeur, petite vérole, etc.

L'Élixir n° 2 est un dépuratif puissant pour purifier le sang de toute acrité et humeurs viciées de toute nature, ainsi que rhumatismes, dartres, maladies scabieuses, nouvelles, anciennes et contagieuses, sans laisser aucun reste.

DÉPÔTS PRINCIPAUX :

Puy, inventeur, rue des Charpenettes, 41;

Pharmacie Godard et Puy, rue de Sully